

# ASSEMBLÉE NATIONALE

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**XV<sup>e</sup> Législature**

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2016-2017

1<sup>re</sup> séance

Séance du mardi 4 juillet 2017

## Compte rendu intégral



Les articles, amendements et annexes figurent dans le fascicule bleu ci-joint



<http://www.assemblee-nationale.fr>

# SOMMAIRE

## PRÉSIDENTE DE M. FRANÇOIS DE RUGY

**1. Ouverture de la session extraordinaire** (p. 1185)

**2. Déclaration de politique générale du Gouvernement, débat et vote sur cette déclaration** (p. 1185)

M. Edouard Philippe, Premier ministre

M. Richard Ferrand

M. Christian Jacob

M. Marc Fesneau

M. Stéphane Demilly

M. Olivier Faure

M. Jean-Luc Mélenchon

M. Sébastien Jumel

M. Jacques Bompard

M. Edouard Philippe, Premier ministre

VOTE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 49, ALINÉA 1<sup>er</sup>, DE  
LA CONSTITUTION (p. 1212)

*Suspension et reprise de la séance* (p. 1212)

M. Edouard Philippe, Premier ministre

**3. Ordre du jour de la prochaine séance** (p. 1212)

# COMPTE RENDU INTÉGRAL

## PRÉSIDENTE DE M. FRANÇOIS DE RUGY

**M. le président.** La séance est ouverte.

*(La séance est ouverte à quinze heures.)*

1

## OUVERTURE DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE

**M. le président.** En application des articles 29 et 30 de la Constitution, je déclare ouverte la session extraordinaire convoquée par décret du Président de la République du 28 juin 2017.

2

## DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE DU GOUVERNEMENT, DÉBAT ET VOTE SUR CETTE DÉCLARATION

**M. le président.** L'ordre du jour appelle la déclaration de politique générale du Gouvernement faite en application de l'article 49, alinéa 1<sup>er</sup>, de la Constitution, le débat et le vote sur cette déclaration.

La parole est à M. le Premier ministre. *(Vifs applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODÈM.)*

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** Monsieur le président, mesdames, messieurs les députés, « Malgré un destin difficile, je suis, je reste toujours optimiste. La vie m'a appris qu'avec le temps, le progrès l'emportait toujours. C'est long, c'est lent, mais en définitive, je fais confiance. » Ces mots sont de Simone Veil. Ils ont été prononcés en 1995, mais ils sont éternels et ils sont ceux de la France. Ils disent ce qu'il faut d'effort et de courage pour que le progrès advienne. Ils disent aussi combien confiance et progrès ont partie liée.

Je veux, alors que je m'exprime depuis cette tribune devant la représentation nationale et après avoir cité Simone Veil, vous parler d'une autre femme : une femme qui, à la fin de l'été 2003, poussait les lourdes portes d'une grande école parisienne ; une jeune femme que rien ne prédestinait à entrer dans ce lieu ; une jeune femme qui a grandi en Seine-Saint-Denis, suivi une scolarité dans des établissements situés dans des quartiers d'éducation prioritaire, à Villeteuse et à Saint-Ouen ; une jeune femme dont les parents, chauffeur-bagagiste et aide-soignante, ne s'attendaient pas à ce qu'elle accède à cette grande école parisienne, puis devienne avocate, puis travaille dans les cabinets les plus prestigieux, puis fonde son propre cabinet. Cette jeune femme siège aujourd'hui sur vos bancs. Sa réussite est le produit de son travail, de son engagement, de sa ténacité.

Elle la doit aussi à la décision d'un responsable public, en l'occurrence le directeur de Sciences Po, qui avait, quelques années auparavant, bousculé son institution pour l'ouvrir à des formes d'excellence, peut-être un peu moins classiques. Cette politique publique, critiquée lorsqu'elle a été adoptée, copiée depuis, apparaît, quelques années après, grâce au travail et à l'effort de ceux qui en bénéficient, comme un modèle, comme un progrès. C'est long, c'est difficile, mais ça marche, et pas seulement pour cette jeune fille : au moins deux d'entre vous ont bénéficié de cette politique publique audacieuse, dont un jeune homme de Saint-Laurent-du-Maroni, l'un des benjamins de cette assemblée, qui sera peut-être une de ces grandes figures que la Guyane offre parfois à notre pays.

Ces parcours sont individuels, certes, mais ils sont rendus possibles par une politique publique. Ainsi va la République, ou plutôt, ainsi devrait-elle aller. Je regarde cette assemblée, je regarde ces bancs où je siégeais il y a quelques semaines encore.

Je vois un éleveur de la Creuse, agriculteur comme l'était son père, son grand-père, et tellement d'autres avant lui, enraciné dans sa terre au point que le lieu-dit où il vit porte le nom de sa famille. Il s'est battu pour continuer à y vivre, pour défendre l'excellence de l'agriculture française.

Je vois une jeune femme officier, qui a participé à deux opérations extérieures et a commandé une des compagnies de la Brigade franco-allemande.

Je vois un autre de vos benjamins, né au Rwanda quatre ans avant le génocide et recueilli par la République, qui lui a offert son meilleur visage et qui peut être fier de le voir aujourd'hui représenter la nation.

Je vois des sportifs de haut niveau, des entrepreneurs, des scientifiques, des militants du monde associatifs. Je vois même des matheux ! Des matheux qui, par leur talent et leur travail, constituent à la fois une fierté pour votre assemblée et une fierté pour la France.

Je vois une assemblée rajeunie, féminisée et largement renouvelée, puisque 430 d'entre vous font leurs premiers pas dans cette enceinte ; une assemblée qui porte l'héritage républicain, et qui ressemble à la France.

Et c'est devant cette assemblée renouvelée, mesdames, messieurs les députés, que se présente un gouvernement paritaire, lui aussi profondément renouvelé par la diversité de ses origines, professionnelles et politiques, et que le Président de la République m'a demandé de diriger.

Je mesure cet honneur. Je mesure la responsabilité, aussi, de la tâche qui est la mienne, et je l'aborde avec beaucoup d'humilité ; une humilité d'autant plus grande que, pour préparer cette déclaration de politique générale, j'ai relu toutes celles de mes prédécesseurs. Je dis bien toutes, depuis celle de Michel Debré, le 15 janvier 1959, jusqu'à celle de Bernard Cazeneuve, le 14 décembre dernier.

Tous ces discours étaient inspirés par les convictions les plus sincères, par un patriotisme digne d'éloges et par le sens de l'État le plus élevé. Il faut avoir le courage de le dire, même si c'est à contre-courant des idées reçues : la France n'a jamais manqué de responsables politiques compétents et souvent d'une exceptionnelle qualité. Je sais d'ailleurs ce que je dois à l'un d'entre eux, Alain Juppé, et je voudrais ici lui rendre hommage.

De toutes ces déclarations de politique générale, deux m'ont particulièrement marqué. Je cite un extrait de la première : « De cette société bloquée, je retiens trois éléments essentiels [...] : la fragilité de notre économie, le fonctionnement souvent défectueux de l'État, enfin l'archaïsme et le conservatisme de nos structures sociales. » Ces mots sont d'une actualité criante. Ils ont été prononcés le 16 septembre 1969 par Jacques Chaban-Delmas, il y a quarante-huit ans – beaucoup d'entre nous n'étaient pas nés.

Le second discours est un peu plus récent : « Nos priorités ne sont pas celles d'une moitié de la France contre l'autre moitié, mais celles de tous les Français. Défaire ce que les autres ont fait, faire ce que d'autres déferont, voilà bien le type de politique dont les électeurs ne veulent plus. Nous ne demanderons à personne de nous rejoindre par intérêt ni de trahir ses convictions. » Il s'agit des mots de Michel Rocard, prononcés le 29 juin 1988, il y a quand même presque trente ans (*Applaudissements sur les bancs du groupe REM et du groupe MODEM.*)

Rocard, Chaban : deux personnalités éminentes, deux hommes d'État qui ont incarné deux courants essentiels de notre vie politique, le gaullisme et la social-démocratie. Ces deux hommes s'accordaient donc sur un constat et une méthode. Pourtant, le diagnostic posé il y a quarante-huit ans reste, hélas, valable. La méthode proposée il y a trente ans demeure toujours une exigence, mais trop rarement une réalité. Et la France, à la différence de beaucoup des nations du monde, ne résout pas ses problèmes. En découle un sentiment mortifère où se mêlent désarroi, découragement, désenchantement et colère. Nous connaissons ce sentiment. Nous le ressentons parfois nous-mêmes et connaissons sa puissance. Nos compatriotes l'ont exprimé, et fortement, lors de l'élection présidentielle, par un réflexe d'abstention ou un vote d'exaspération. Il faut comprendre ces angoisses. Il faut entendre cette colère.

Mais nos compatriotes ont aussi exprimé un espoir formidable en portant Emmanuel Macron à la Présidence de la République. Tandis que de grandes démocraties choisissaient le repli sur elles-mêmes, le dos tourné au monde, les Français, avec le Président de la République, ont préféré l'esprit d'ouverture et de conquête. On leur proposait la nostalgie impuissante, ils ont préféré le courage d'affronter l'avenir. Ils avaient à choisir entre la colère et la confiance, ils ont exprimé leur colère, mais ils ont choisi l'optimisme et le rassemblement.

Durant la campagne, depuis son élection et hier encore devant le Parlement réuni en Congrès, le Président de la République nous a montré le cap. J'en suis heureux : c'est bien souvent d'un cap que nous avons manqué. Il nous a également indiqué la méthode pour y parvenir. Elle tient en trois points : dire la vérité ; travailler avec toutes les femmes et tous les hommes de bonne volonté ; obtenir des résultats concrets le plus rapidement possible. Ce cap est clair. Il doit être tenu. (*Applaudissements sur les bancs du groupe REM, du groupe MODEM et sur quelques bancs du groupe LC.*)

Les Français ont d'ailleurs, dans un souci de cohérence évident, donné au Président et au Gouvernement les moyens de suivre ce cap en désignant une majorité claire et incontestable. Cette majorité claire, nul ne la prend pour un blanc-seing. Elle implique au moins autant de devoirs que de droits. Que le Gouvernement puisse fonder son action sur une majorité forte est une bonne chose, qu'il ait toujours à l'esprit que l'intérêt général ne se réduit jamais à aucune fraction du peuple français, fût-elle majoritaire, en est une bien meilleure encore.

Mais la France doit avancer. Il y a dans « notre cher et vieux pays » une envie, une énergie, un espoir qui transcendent les courants politiques. Voilà bien qui ne devrait surprendre personne : les Français nous ont habitués, à travers les âges, à ces sursauts collectifs et à ces retours de confiance, alors même que tout semblait bloqué, voire perdu. En 2017, les Français nous ont dit qu'ils voulaient que la France redevenue enfin elle-même : confiante, courageuse et conquérante. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM.*)

**M. Franck Marlin.** Où étiez-vous, avant, monsieur ? Vous étiez avec nous, derrière !

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** Pour redevenir elle-même, la France doit rétablir la confiance, et d'abord la confiance des Français en l'action publique. Je parle bien de confiance et pas de morale. Je ne serai pas l'arbitre des élégances et je n'aime pas le mélange des genres. Je ne suis pas non plus un inconditionnel de l'absolue transparence qui tourne vite au voyeurisme et à l'hypocrisie. Je crois au vieux mot romain de « vertu », qui recouvre à la fois l'honnêteté, la rectitude et le courage.

Nous avons fait des progrès en la matière depuis trente ans...

**M. Franck Marlin.** L'honnêteté...

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** ...sous la pression souvent, mais de façon très nette. Les règles de financement des partis politiques et des campagnes électorales sont aujourd'hui bien plus strictes et bien plus saines qu'il y a trente ans. Assumons ces progrès. Ils ne comptent pas pour rien.

Je veux le dire clairement : nous ne devons jamais laisser discréditer ceux qui ont fait le choix honorable de consacrer une partie de leur vie au service de leurs concitoyens et à la chose publique, mais dans leur intérêt même, il faut encore agir, car il y a à l'évidence, mesdames, messieurs les députés, des pratiques qui ont été longtemps tolérées, mais que le peuple français n'accepte plus. Il s'agit de fixer le cadre qui permettra d'assainir notre vie publique et de rétablir la confiance des Français tout en posant des règles claires pour les élus.

C'est l'objet du premier projet de loi qui vous a été soumis. Comme le Président de la République l'a indiqué hier, nous lancerons également dans l'année les réformes institutionnelles indispensables à la modernisation de notre démocratie.

J'insisterai en particulier sur la réforme de la justice. Dans un État de droit, rien n'est possible sans une justice forte. Si elle est lente, ou lointaine, ou inégalitaire, ou même seulement trop complexe, la confiance se trouve fragilisée. La réforme constitutionnelle renforcera l'indépendance des magistrats. Dès 2018, une loi quinquennale de programmation des moyens de la justice sera présentée au Parlement. Cette loi permettra à la garde des sceaux d'engager un vaste mouvement de dématérialisation, de simplification et de réorganisation.

Avoir confiance dans la justice, c'est pouvoir y recourir simplement et savoir qu'elle tranchera rapidement, en particulier sur les infractions les plus graves : lutter contre le terrorisme, la grande criminalité, la fraude organisée et les violences, notamment celles faites aux plus fragiles. Des peines seront renforcées tandis que d'autres incivilités pourront faire l'objet de contraventions plutôt que de procédures plus lourdes mais trop souvent dépourvues d'effet.

La construction de 15 000 places supplémentaires de prison est un engagement fort du Président de la République. Il sera tenu, non seulement parce que ne pas pouvoir incarcérer ceux qui doivent l'être est inadmissible, mais aussi parce qu'il nous faut traiter dignement les détenus. C'est essentiel pour ne pas transformer les prisons en incubateurs des violences de demain, et c'est essentiel pour nous, car c'est aussi notre dignité qui est en jeu. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM, MODEM et sur plusieurs bancs du groupe LC.*)

Nous ferons donc ce qui doit être fait, sans oublier jamais que la prison n'est pas une fin en soi et qu'il est nécessaire d'utiliser l'ensemble des sanctions prévues par le code pénal. Le recours à l'enfermement ne doit pas traduire une paresse de l'esprit qui s'interdirait de réfléchir au sens de la peine, à la nécessité d'empêcher la récidive, à l'obligation de préparer la réinsertion.

Rétablir la confiance, c'est aussi rassurer les Français sur le futur de la Sécurité sociale. La Sécurité sociale est une partie de nous-même. Elle est, comme le veut une belle formule, le patrimoine de ceux qui n'en n'ont pas. Si tel est le cas, alors traitons-la comme un véritable patrimoine, en l'entretenant, en la préservant, en la rénovant.

C'est vrai pour notre système de santé. Les Français y sont attachés parce qu'à juste titre ils font confiance à leur médecin et aux professionnels de santé, ainsi qu'à l'hôpital, qui reste un pôle d'excellence française. Mais ils constatent aussi que le système est mal coordonné, que la répartition entre urgences et consultations, entre soins de ville et soins hospitaliers n'est pas optimale et que l'on n'évite au fond ni l'exclusion des soins, ni l'accroissement des inégalités.

La prévention sera le pivot de la stratégie nationale de santé qui sera discutée à l'automne. Des maladies que l'on croyait éradiquées se développent à nouveau sur notre territoire ; des enfants meurent de la rougeole aujourd'hui en France. Dans la patrie de Pasteur, ce n'est pas admissible. L'an prochain, les vaccins pour la petite enfance qui sont unanimement recommandés par les autorités de santé deviendront obligatoires. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM et sur plusieurs bancs du groupe LC.*)

En matière de lutte contre le tabac, là encore, il nous faut assumer des choix courageux. Chaque année le tabac en France entraîne plus de 80 000 décès. C'est la première cause de mortalité évitable, et la consommation quotidienne de tabac augmente chez les adolescents. Ne rien faire est exclu. Nous porterons progressivement le prix du paquet de cigarettes à 10 euros, en luttant sans merci contre les trafics qui minent cette politique de santé autant qu'ils fragilisent ceux qui respectent la loi. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM et sur quelques bancs du groupe LC.*)

**M. Éric Straumann.** Attention aux zones frontalières !

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** Nous créerons un service sanitaire pour les étudiants des filières de santé afin de leur permettre d'intervenir dans les écoles et les entreprises pour des actions de prévention.

Mais prévenir ne suffit pas. Il nous faudra aussi revoir la manière dont est organisé notre système de soins. Nos professionnels de santé sont compétents et dévoués, mais leur action est trop souvent entravée par les rigidités de nos structures, les carcans administratifs, le fonctionnement en silo. Il faut donc bâtir des parcours de soins en favorisant l'interconnexion des professionnels de santé et la circulation de l'information au bénéfice du patient, en mettant en place de nouvelles incitations et de nouveaux modes de rémunération, en mesurant la qualité des soins et en la faisant connaître. Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale traduira cette ambition dès cette année.

Notre stratégie de santé devra aussi permettre de garantir un égal accès aux soins, non seulement en droit mais surtout dans les faits. La ministre de la santé prépare, pour le mois de septembre prochain, un plan de lutte contre les déserts médicaux, en bonne intelligence avec les collectivités territoriales et les acteurs du monde de la santé. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM et sur quelques bancs du groupe LC.*) En la matière, la télémédecine offre des opportunités formidables. Nous les favoriserons.

Enfin, notre stratégie de santé devra rompre le cercle vicieux du « renoncement aux soins ». D'ici à la fin du quinquennat, tous les Français auront accès à des offres sans aucun reste à charge pour les lunettes, les soins dentaires et les aides auditives. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM et sur plusieurs bancs du groupe LC.*)

Rétablir la confiance, c'est savoir que nous serons, tous ici, jugés sur la façon dont nous nous comportons avec les plus faibles : pas seulement pour changer le regard que la société porte sur eux, sur le handicap, sur les personnes âgées, sur les plus pauvres, mais aussi pour reconnaître tout ce que nous pouvons recevoir d'eux. Nous revaloriserons dès 2018 l'allocation adulte handicapé et le minimum vieillesse, nous simplifierons les procédures pour les titulaires de droits sociaux qui souvent, par désespoir ou ignorance, ne les réclament plus. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM, MODEM et LC.*) Nous renforcerons notre action en matière de lutte contre la pauvreté en insistant particulièrement sur les familles comprenant de jeunes enfants.

Ces efforts financiers sont nécessaires : ils ne seront pas suffisants. Il nous faut aussi reconnaître et soutenir les solidarités familiales, affectives et financières. Les familles sont de plus en plus diverses, mais leur rôle reste central. La génération de mes grands-parents a été la première à bénéficier de la retraite. La génération de mes parents est la première à bénéficier de la retraite tout en ayant à assumer une partie de l'aide à ses propres parents. Le changement de civilisation est majeur. Il ne me paraît pas suffisamment pris en compte. La baisse de la natalité, de son côté, réelle depuis deux ans,...

**M. Jean-Luc Reitzer.** À qui la faute ?

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** ...doit nous alerter. Nous cesserons donc de considérer les familles comme de simples variables d'ajustement fiscal. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM, MODEM et LC et sur plusieurs bancs du groupe LR.*) La ministre de la santé et des solidarités présentera des mesures améliorant le congé maternité et les solutions de garde d'enfant. Cela s'inscrit aussi dans la grande cause nationale de l'égalité entre les femmes et les hommes. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM et sur quelques bancs des groupes LC et NG.*)

**M. Marc Le Fur.** Et les allocations familiales ?

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** L'inclusion des personnes en situation de handicap constituera une des priorités du quinquennat. C'est à une mobilisation nationale que j'appelle, sous l'impulsion du Président de la République et sous la conduite de la secrétaire d'État. Les personnes en situation de handicap, et celles qui les accompagnent, ont droit à la solidarité nationale. Elles ont besoin de bien plus encore et elles peuvent nous apporter davantage. Un enfant handicapé scolarisé, ce n'est pas seulement une histoire d'argent, ni même de justice : c'est une chance pour l'ensemble de ses camarades. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM, MODEM et LC et sur plusieurs bancs du groupe LR.*) Une entreprise ou une collectivité territoriale qui embauche plutôt que de payer une taxe, c'est une communauté de travail plus forte et plus motivée. (*Mêmes mouvements.*) Les moyens ne pourront pas être illimités, mais l'énergie que nous y mettrons ne sera pas comptée.

Rétablir la confiance, c'est aussi affermir le lien entre l'État et les territoires. Nous ne sommes plus à l'époque où la République, encore mal affirmée, n'imaginait son unité qu'au prix de l'uniformité. Les jardins à la française ont leur charme, mais ils se prêtent assez peu au foisonnement d'initiatives dont le pays a besoin et auquel les collectivités sont prêtes. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes REM et MODEM.*) Comme l'a réaffirmé le Président de la République hier, nous voulons donner aux libertés locales toutes leurs forces.

La liberté de s'organiser, d'abord, en développant les communes nouvelles ou les regroupements de départements, dès lors que ces fusions ne sont pas contraires à l'intérêt général. La liberté d'exercer ses compétences ensuite : osons les expérimentations ! Ne décrétons pas depuis Paris la fin du mille-feuille territorial, mais incitons les territoires à adapter, localement, leur organisation (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM et sur quelques bancs des groupes LC et LR*), pour tendre partout où c'est possible vers deux niveaux seulement d'administration locale en-dessous du niveau régional. Pourquoi ne pas permettre, sur la base du volontariat, à certaines collectivités d'exercer des compétences pour le compte d'un autre niveau, comme par délégation ? (*Mêmes mouvements.*)

**Un député du groupe LR.** Très bien !

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** En matière de finances locales, nous engagerons avec les collectivités territoriales des discussions indispensables, car si chacun doit, bien sûr, contribuer à l'effort de redressement de nos comptes publics, cela doit se faire dans le dialogue et le respect, et avec la prévisibilité nécessaire à toute bonne gestion. C'est dans ce cadre que nous engagerons la concertation sur la réforme de la taxe d'habitation, qui doit contribuer, d'ici à la fin du quinquennat, à rendre du pouvoir d'achat à l'immense majorité de nos concitoyens. (*Vifs applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM et sur quelques bancs du groupe LC.*)

Je sais que cette réforme est attendue par les contribuables, mais redoutée par les élus. La taxe d'habitation est aussi nécessaire aux budgets locaux qu'elle est injuste dans son calcul et son évolution pour les contribuables. Qui peut dire le contraire ? Améliorer le dispositif pour les collectivités tout en redonnant du pouvoir d'achat pour les citoyens est un objectif qui devrait nous réunir.

**Un député du groupe LR.** C'est flou !

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** Rétablir la confiance, c'est aussi éviter de creuser un fossé entre deux France que certains voudraient opposer mais qui ne peuvent

ni vivre ni réussir l'une sans l'autre : la France des métropoles mondialisées et la France périphérique. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM et sur quelques bancs du groupe LC.*) C'est tout l'objectif de la Conférence nationale des territoires, dont la première réunion se tiendra mi-juillet. Nous y proposerons un pacte pour les collectivités, afin de les accompagner dans la transition écologique et dans la transition numérique, notamment en garantissant un accès au très haut débit au plus tard d'ici à 2022 partout en France. (*Mêmes mouvements.*)

**M. Franck Marlin.** C'est déjà fait !

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** Mais notre gouvernement n'est pas celui des machines, il est d'abord celui des hommes. Il y a des Français qui n'ont pas de GPS, pas de box connectée, dont le téléphone sert à téléphoner et c'est tout. Il y a des citoyens qui sont broyés et ignorés par ce monde technique. Le fossé s'agrandit et il n'est pas que générationnel : il est social et parfois géographique. Nos services publics, le monde associatif, doivent accompagner ces révolutions numériques. Nous les y aiderons.

De même, des votes protestataires se sont exprimés, en métropole comme en outre-mer : il faut les entendre.

Il y a aussi un vote identitaire, qui s'est notamment exprimé en Corse. On peut être, comme je le suis, intransigeant sur les principes républicains sans être pour autant ignorant des diversités et des aspirations à la reconnaissance.

**Un député du groupe LR.** « Et en même temps » !

**M. Éric Straumann.** C'est aussi valable en Alsace !

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** La France est partout dans le monde, grâce à ses outre-mer, sur tous les continents et dans tous les océans du globe. Voilà une richesse, voilà une chance, voilà aussi un défi. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM et sur plusieurs bancs du groupe LC.*)

Les assises de l'outre-mer seront l'occasion, pour l'ensemble du Gouvernement, d'être à l'écoute des attentes de chaque territoire et de concevoir ensemble les plans de convergence prévus par la loi de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer.

Pour ce qui concerne l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, la présente législature sera celle de l'aboutissement de l'accord de Nouméa signé il y a vingt ans. S'il n'est pas saisi d'ici mai prochain par le congrès de la Nouvelle-Calédonie, le Gouvernement organisera, comme le prévoit la Constitution, la consultation pour l'accession à la souveraineté, au plus tard en novembre 2018. L'État jouera pleinement son rôle d'acteur et de garant de ce processus pour conforter le destin commun inscrit dans le préambule de l'accord. C'est un engagement personnel que je prends ici, honoré de reprendre le flambeau de Michel Rocard et de quelques autres après lui. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM, MODEM et LC, ainsi que sur quelques bancs du groupe NG.*)

La confiance, enfin, c'est tout ce qui nous rassemble. La France est une nation, et une nation n'est ni une juxtaposition de territoires ni une addition de communautés, encore moins une somme d'individus. Une nation est constituée par une adhésion à des valeurs, à une histoire, à une géographie. C'est une culture qui s'assume et qui se transmet. Être Français, c'est reconnaître des valeurs et partager une culture. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes REM, MODEM et LC.*)

**M. Franck Marlin.** L'honnêteté !

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** C'est reconnaître que la laïcité est une exigence pour la puissance publique, celle de la neutralité absolue à l'égard des cultes. C'est aussi rappeler qu'elle est surtout, pour chacun sur le territoire de la République, une liberté – la liberté de conscience individuelle, la liberté de croire ou de ne pas croire, la liberté de pratiquer un culte ou de n'en suivre aucun. Le Gouvernement n'acceptera pas que ce principe fondateur soit attaqué, remis en cause ou instrumentalisé. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM et quelques bancs du groupe LC.*) Il le fera respecter sans outrage, en se gardant de provoquer, mais avec une fermeté qui repose sur l'idée simple que la laïcité est, au fond, une condition de ce que nous sommes : la France. (*Mêmes mouvements.*)

Ce qui nous rassemble, c'est aussi la culture. C'est notre langue, c'est notre patrimoine, c'est ce que nous partageons, c'est ce qui fait que la France est admirée et aimée dans le monde. C'est ce que détestent les porteurs de haine qui, à plusieurs reprises, ont attaqué notre pays. Et s'ils détestent autant cette culture et ce mode de vie, s'ils haïssent les dessins, les livres, la musique et les spectacles, c'est qu'ils savent que ceux-ci sont une source inépuisable de réflexion, d'émancipation et de bonheur. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe REM.*) Ils savent qu'ils sont libérateurs.

Ne nous y trompons pas : la formation dès le plus jeune âge à la culture et à la création rend libre. En les familiarisant avec la longue histoire des arts, en leur faisant découvrir les lieux de culture, en leur apprenant à décrypter l'époque et à découvrir notre héritage, nous élevons l'âme de nos enfants et nous renforçons la cohésion de notre pays. De concert, les ministres de l'éducation nationale et de la culture feront de ce chantier une priorité commune. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM, MODEM et LC.*)

De même, lire rend libre. Plus encore que sous les ors des palais, la République vit dans ses bibliothèques. Nous voulons rester, peut-être même redevenir une nation de lecteurs, en nous inspirant des initiatives remarquables menées par de nombreuses associations et collectivités territoriales.

**M. Éric Straumann.** C'est l'action des départements !

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** Accéder aux œuvres et à la création rend libre. Notre époque bouleverse les modes de diffusion des œuvres : c'est à la fois une chance et un défi. Profitons-en pour faciliter le plus large accès possible aux biens culturels, avec notamment la création d'un « Pass culture » pour les jeunes, comme l'a proposé le Président de la République. Mais ouvrons aussi le débat avec les acteurs géants du numérique, dans le cadre européen, pour assurer aux artistes les moyens de vivre de leur création et pour participer au financement de cet accès aux œuvres. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM et plusieurs bancs du groupe LC.*)

Mesdames et messieurs les députés, la France peut renouer avec la confiance. Elle en a, j'en suis certain, les moyens. Elle en a, j'en suis convaincu, l'envie.

**M. Franck Marlin.** Non, pas avec vous !

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** Elle doit aussi en avoir le courage.

Le courage : voilà le deuxième grand axe qui organise le travail du Gouvernement. Entendons-nous bien : il ne s'agit pas du courage du Gouvernement, de la majorité ou du Parlement, mais du courage dont nous devons collectivement, nous Français, faire preuve pour être à la hauteur des enjeux.

Les Français sont courageux. Ils l'ont été face au terrorisme – pas seulement les policiers, les gendarmes, les militaires ou les douaniers qui luttent contre cette menace et qui en sont trop souvent les cibles : tous les Français. Face au danger, ils n'ont pas voulu changer leurs habitudes, encore moins renoncer à leurs valeurs. Il y a dans notre pays une forme de courage tranquille mais réel dont nous pouvons être fiers.

La menace est partout, diffuse. Pas un mois ne passe sans que des projets ne soient éventés ou des actes empêchés. Ayons en cet instant une pensée pour les victimes – plus de 200 tués sur notre sol, des centaines de blessés – et pour leurs proches qui doivent apprendre à vivre avec la douleur, avec la peine et avec l'absence.

Je veux rendre hommage à tous ceux que nous voyons – policiers, gendarmes, militaires de l'opération Sentinelle – veiller chaque jour sur notre sécurité, à ceux qui combattent sur les théâtres d'opérations extérieures, au Sahel ou au Levant, et à tous ceux que nous ne voyons pas et ne connaissons jamais, nos soldats de l'ombre, dont nous pouvons être fiers. Beaucoup sont tombés au service de notre liberté. (*Vifs applaudissements sur tous les bancs.*)

Je veux leur dire, à tous, que nous leur donnerons les moyens de nous défendre. Comme s'y est engagé le Président de la République, une loi de programmation militaire sera adoptée dès 2018. Elle portera l'effort de défense à 2 % du PIB d'ici 2025 et permettra à la France de se battre sur tous les fronts.

Mais je tiens à vous le dire sans détours : il y aura d'autres attaques, d'autres drames, d'autres vies innocentes fauchées. Nous ne nous y habituerons jamais. Nous ne baisserons pas la garde. À l'image des Français, nous affronterons cette menace avec une calme et froide détermination. Nous lutterons contre le terrorisme avec la plus extrême dureté, sans renier ce que nous sommes : un État de droit et, qui plus est, la République française. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM, MODEM et LC, ainsi que sur quelques bancs des groupes LR et GDR.*)

C'est une République, mesdames et messieurs les députés, qui ne peut pas vivre dans un état d'urgence permanent. C'est pourquoi le Président de la République nous a demandé de préparer la sortie de l'état d'urgence au plus tard le 1<sup>er</sup> novembre prochain, avec un projet de loi renforçant l'efficacité de notre arsenal législatif contre le terrorisme, sous le contrôle rigoureux du juge.

En parallèle, le ministre de l'intérieur et la garde des sceaux travailleront ensemble pour faire reculer l'insécurité. Au printemps 2018, après des expérimentations, ils porteront ensemble un projet de réforme reposant sur des procédures simplifiées, afin que les forces de sécurité soient libérées de la complexité administrative. Établir une véritable police de sécurité au quotidien est aussi une condition pour rétablir la confiance. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM et quelques bancs du groupe LC.*)

Le courage, c'est aussi de regarder en face le défi migratoire. La pression qui s'exerce aux frontières, dans les Alpes-Maritimes, dans le Calais, à Mayotte, en Guyane, qui s'exerce aussi au cœur même du territoire national, comme à Paris, crée des tensions considérables et lourdes de dangers pour l'ordre public. Cette pression ne faiblira pas. Les conflits et l'insécurité économique au Moyen-Orient et en Afrique, les risques liés au climat, les réseaux qui prospèrent en exploitant le malheur et la misère : tout contribue à l'alimenter.

Face à cette situation, la France s'est révélée incapable de remplir ses obligations juridiques ou morales. Les demandeurs d'asile relevant effectivement de la convention de Genève attendent l'octroi d'un statut durant de longs mois et dans des conditions parfois honteuses. Les autres, qui sont en réalité des migrants économiques, sont rarement éloignés quand ils sont déboutés.

La semaine prochaine, le Gouvernement présentera des mesures qui répondront à trois exigences : une exigence de dignité pour que la France honore sa tradition d'accueil des réfugiés (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM et sur plusieurs bancs du groupe LC*), une exigence d'efficacité pour ramener les délais moyens d'instruction des demandes d'asile de quatorze à six mois et obtenir l'éloignement effectif des déboutés du droit d'asile, et une exigence de solidarité et de responsabilité. Avec nos partenaires européens, nous ferons aboutir la réforme du régime européen de l'asile et mènerons une action en direction des pays d'origine et de transit. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe REM.*)

Il s'agit, mesdames et messieurs les députés, comme je l'ai dit il y a quelques jours aux préfets que j'ai réunis avec M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur, de voir le monde tel qu'il est sans renoncer à ce que nous sommes. Accueillir : oui, bien sûr. Aider : oui, évidemment. Subir : non, jamais. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM.*)

Le courage, c'est aussi de regarder les choses en face et de préparer l'avenir. Parlons donc de l'école. Je suis, par mon histoire personnelle, un pur produit de l'école publique. Deux fois fils de prof, je dois une bonne partie de ce que je suis à mes maîtres, à leur attention, à leur persévérance et à leur capacité à m'inspirer.

Nous connaissons tous le dévouement des enseignants, la passion qui les anime et le rôle qu'ils jouent pour nos enfants. Et pourtant, toutes les études le démontrent : nous formons très bien les très bons, mais nous creusons les inégalités et le niveau moyen de nos élèves n'est pas à la mesure de notre grand pays. Notre système laisse sortir chaque année encore près de 100 000 jeunes sans qualification. Nous dépensons bien moins que nos voisins dans le primaire, où pourtant tout se joue. Nous dépensons bien plus que les autres pays pour le lycée, notamment parce que notre système est rigide et conçu autour du baccalauréat, mais nous conduisons 60 % – 60 %, mesdames et messieurs les députés ! – de bacheliers à l'échec en licence. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe REM. – Murmures et exclamations sur divers bancs.*)

**M. Daniel Fasquelle.** Trouvez-vous que ce n'est pas assez ?

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** Enfin, scandale absolu, des bacheliers, y compris parmi les plus méritants, se retrouvent exclus par tirage au sort des filières universitaires qu'ils ont choisies. Où est l'égalité ? Où est le mérite ? Où est la République ? Nous ne pouvons plus l'accepter.

Je ne reviendrai pas sur les mesures déjà annoncées par le ministre de l'éducation nationale pour l'école et le collège. Elles se concentrent sur l'acquisition des savoirs fondamentaux, le soutien aux élèves et l'autonomie des établissements. Elles seront en vigueur dès la rentrée prochaine.

Quant au baccalauréat, nous le ferons profondément évoluer. Une concertation sera lancée dès la rentrée prochaine pour resserrer les épreuves finales autour d'un petit nombre de matières et définir ce qui relèvera du contrôle continu. Nous aboutirons avant septembre 2018,

pour une mise en œuvre complète de cette réforme pour le bac 2021. (*Applaudissements sur de nombreux bancs des groupes REM et MODEM et quelques bancs du groupe LC.*)

Notre ambition est forte aussi pour la filière professionnelle. Le lien entre le lycée professionnel et le monde de l'entreprise, par l'alternance ou par l'apprentissage, doit être resserré. Le lycée professionnel doit aussi être mieux intégré aux filières post-bac courtes que sont les brevets de technicien supérieur – BTS – et les licences professionnelles. Des diplômes de qualification à bac+1 pourront également être proposés après le baccalauréat professionnel.

Nos grandes universités doivent également continuer à se transformer. Avec l'appui des organismes de recherche, elles doivent continuer à gagner en autonomie, travailler en réseau et se rapprocher du monde économique. C'est dans leurs laboratoires que se construisent l'intelligence collective et la croissance économique de demain. Les efforts d'investissement ne seront pas relâchés. Nous avons besoin d'universités fortes où formation, recherche et innovation irriguent notre culture et notre économie.

Nos universités vont connaître un choc démographique dont nous devons tous nous réjouir, mais qui n'est pas neutre. Chaque année, ce sont 40 000 étudiants supplémentaires qu'il nous faudra accueillir. Nous n'avons pas le droit d'orienter des générations entières dans des formations inadaptées et sans débouchés. Il est temps d'offrir à nos lycéens des contrats de réussite étudiante qui leur indiquent les prérequis pour réussir dans la filière visée. Nous le ferons dès la rentrée 2018. Il faut aussi garantir un réel droit au retour à l'université tout au long de la carrière pour compléter et valider en milieu académique les acquis de l'expérience. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM et quelques bancs du groupe LC.*)

Notre jeunesse a soif de causes. On n'y répondra pas par des taux de croissance ou par des procédures. La jeunesse veut s'élever. Au siècle dernier, elle a eu trop d'occasions de verser son sang. Le front est aujourd'hui social, environnemental et mondial. Il appelle la mobilisation de la jeunesse non pour combattre mais pour construire, partager, déverser le fruit de ses connaissances et de son enthousiasme.

C'est aussi pour préparer nos enfants à ce monde qui vient, à cette France que nous voulons grande et belle, juste et forte, que le Gouvernement mettra en place un nouveau service national, conformément aux engagements du Président de la République. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe REM.*) La réflexion sur les formes que prendra ce service sera conduite avant la fin de l'année 2017.

Le courage, c'est aussi de rénover enfin notre modèle social. Nous sommes, dans notre pays, fortement et légitimement attachés à l'égalité – égalité devant la loi, égalité des droits. Pourtant, nous sentons bien aujourd'hui que cette égalité est malmenée. Le code du travail est le même pour tous, mais le niveau de protection n'est pas le même dans les grands groupes que dans les PME ou pour celui qui accumule des CDD.

Nous savons aussi qu'à notre époque, chacun aspire à plus de liberté : liberté de choisir sa carrière professionnelle, de changer de métier, de créer, d'entreprendre, de concilier sa vie professionnelle et sa vie personnelle. Les catégories traditionnelles qui ont structuré notre vie sociale s'effritent – la frontière entre salariat et travail indépendant, le rôle de la loi et du contrat, la répartition de la valeur. Tout cela est profondément bouleversé par l'impact conjugué de la mondialisation et de la révolution numérique.



Voilà pourquoi nous voulons rénover notre modèle social : pour qu'il crée des protections véritablement efficaces, au lieu de les garantir seulement sur le papier (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe REM*) ; pour qu'il accompagne celui qui veut prendre un risque au lieu de viser seulement celui qui est déjà installé.

Dès le 6 juin, j'ai défini avec le ministre du travail et nous avons partagé avec les partenaires sociaux la feuille de route de cette rénovation sociale. Elle tient en quatre points : renforcer le dialogue social dans l'entreprise et dans les branches, redonner du pouvoir d'achat aux actifs, sécuriser les parcours professionnels et rendre notre système de retraites plus juste et plus lisible.

Nous voulons avancer vite, car l'urgence sociale est forte, mais nous avançons sans précipitation. Nous sommes encore dans le temps de la concertation avec les partenaires sociaux. Cette semaine commencera le temps du débat parlementaire, avec l'examen du projet de loi d'habilitation pour le renforcement du dialogue social. À la fin de l'été viendra le temps de la décision, lorsque les ordonnances seront publiées. (*« Ah ! » sur les bancs du groupe LR.*)

Dès octobre, nous engagerons les chantiers du renforcement de la formation professionnelle, de l'ouverture de l'assurance chômage aux démissionnaires et aux travailleurs indépendants et de la refonte de l'apprentissage. Nous aurons, là aussi, de vraies discussions avec les partenaires sociaux et nous présenterons un projet de loi et un plan d'action au printemps 2018. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM.*)

Nous appliquerons la même méthode à la rénovation de notre système de retraites pour le rendre plus juste et plus transparent, afin qu'un euro cotisé ouvre les mêmes droits pour tous. Nous prendrons le temps du diagnostic, de la concertation et de la négociation et nous fixerons le cadre de la réforme fin 2018.

Entre-temps, nous aurons rendu du pouvoir d'achat aux salariés : la suppression des cotisations salariales sur l'assurance maladie et l'assurance chômage, financée par un transfert sur la CSG (*Exclamations sur les bancs du groupe LR*), redonnera dès 2018 du pouvoir d'achat à plus de 20 millions d'actifs. (*Vifs applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM.*)

Cela représente, mesdames et messieurs, 250 euros par an au niveau du SMIC. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

**Un député du groupe LR.** Autrement dit, la hausse des impôts commence aujourd'hui !

**M. le président.** Mes chers collègues, un peu de silence, je vous prie.

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** Nous augmenterons aussi la prime d'activité, car le message aux Français est clair : le travail doit payer. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM et quelques bancs du groupe LC.*)

Le courage, enfin, c'est de faire face à la vérité sur notre situation financière. (*« Ah ! » sur les bancs du groupe LR.*)

**Un député du groupe LR.** Vous la connaissiez !

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** Dès ma prise de fonction, j'ai voulu disposer d'une vision nette de la situation de nos comptes publics.

**Un député du groupe LR.** Il fallait demander à M. Macron, l'ancien ministre de l'économie !

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** Le constat est grave : 8 milliards d'euros de dépenses non financées. (*« Eh oui ! » sur les bancs du groupe LR.*) Notre dette atteint un niveau insupportable : 2 147 milliards d'euros. Chaque année, la France dépense 42 milliards d'euros pour rembourser ses intérêts.

**Un député du groupe LR.** Il fallait venir à l'Assemblée, vous l'auriez su !

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** Quarante-deux milliards, c'est plus que l'intégralité du budget que nous consacrons à notre défense nationale. C'est cinq fois le budget de la justice.

**Un député du groupe LR.** Vous découvrez l'Amérique !

**M. le président.** Mes chers collègues, seul le Premier ministre a la parole.

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** Même si cela ne semble poser de problème à personne, cette dette nous met à la merci des marchés financiers, dont les fluctuations décident de plus en plus de notre avenir. Si une nouvelle crise survenait, nous n'aurions plus de marge de manœuvre. Si les taux d'intérêt augmentaient d'un point, et ils augmentent un jour, c'est l'équivalent du budget de l'enseignement supérieur qui partirait en fumée. (*Exclamations sur quelques bancs du groupe LR.*)

**M. André Chassaigne.** Et l'évasion fiscale ?

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** Et pourtant, nous continuons à dépenser plus que nos recettes. Je n'aime pas raisonner en pourcentage du PIB – 2,8 %, 3,2 %... nous avons anesthésié nos compatriotes à force de parler comme des comptables. Mais la vérité, c'est que lorsque nos voisins allemands prélèvent 100 euros en impôts et en dépensent 98, nous en prélevons 117 et en dépensons 125. Qui peut penser que cette situation est durable ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM, MODEM et LC. – Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

Mesdames et messieurs, sous le regard inquiet des Français, nous dansons sur un volcan qui gronde de plus en plus fort. Certains continuent pourtant à nier l'évidence. « Combien de fois un homme peut-il tourner la tête en prétendant qu'il ne voit pas ? », aurait pu demander le prix Nobel de littérature 2017...

**Un député du groupe LR.** Vous allez attraper un torticolis !

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** Il existe une addiction française à la dépense publique. Comme toute addiction, elle ne règle rien du problème qu'elle est censée soulager et, comme toute addiction, il faudra de la volonté et du courage pour s'en désintoxiquer. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM, MODEM et LC.*)

Mesdames et messieurs les députés, les Français ne croient pas aux solutions simplistes, qu'il s'agisse de la sortie de l'euro ou de l'annulation de la dette. Ils voient bien que tous nos partenaires européens ont fait l'effort de réduire leurs dépenses après la crise financière. Tous, sauf nous. Ils savent qu'il est indigne de demander à leurs enfants de rembourser demain ce qu'eux-mêmes ne peuvent pas se payer aujourd'hui. (*Mêmes mouvements.*)

Mon objectif est de ramener le déficit sous la barre des 3 % dès 2017 et de conduire notre stratégie de finances publiques autour de trois règles simples : faire baisser la pression fiscale d'un point de PIB sur cinq ans, faire baisser la dépense publique de trois points de PIB sur la même période et agir en donnant de la visibilité aux acteurs. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe REM.*)

Je veux d'abord rassurer nos concitoyens : les contribuables ne seront pas la variable d'ajustement du budget. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM, MODEM et LC. – Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LR.*) Au contraire, les prélèvements obligatoires baisseront de 20 milliards d'euros d'ici 2022. La France ne peut demeurer championne à la fois de la dépense publique et des impôts.

Pour ce qui est de la dépense publique, l'objectif du Gouvernement est ambitieux : faire en sorte qu'elle soit stable, hors inflation, en 2018 par rapport à 2017. Stable, c'est-à-dire qu'on ne dépensera pas plus en 18 qu'en 17.

**Plusieurs députés du groupe LR.** En disette? (*Sourires.*)

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** Tous les autres États l'ont fait depuis longtemps, et ont même parfois réduit leurs dépenses. Mais cela n'a été fait qu'une seule fois en France – et encore s'agissait-il de supprimer les mécanismes conjoncturels de soutien institués pendant la crise.

Disons la vérité aux Français : pour atteindre ces objectifs en termes de dépense publique, il faudra agir sur trois leviers. D'abord, il faudra stopper l'inflation de la masse salariale du secteur public (« Ah ! » sur plusieurs bancs des groupes GDR et FI), qui représente le quart de nos dépenses publiques. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe REM.*)

Ensuite, si nous voulons financer nos priorités et ne pas continuer à paupériser l'État, nous devons choisir et remettre en cause certaines missions,...

**Un député du groupe GDR.** Arrêter les guerres !

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** ...faire bien ce que nous devons faire et arrêter de faire ce que d'autres font mieux que nous. Aucun ministère, aucun opérateur, aucune niche fiscale ne sera sanctuarisé. Partout, nous chasserons la dépense inefficace et le saupoudrage de crédits.

Enfin, il faudra repenser les politiques publiques qui pèsent sur nos actifs sans produire assez de résultats. Nous dépendons deux fois plus que nos voisins européens dans l'aide au logement et les Français éprouvent toujours autant de difficultés à se loger. Cet écart entre le niveau de dépenses et la faiblesse des résultats, les Français le constatent également dans la politique de l'emploi et de la formation professionnelle.

Mesdames et messieurs, la France est dans les cordes et aucune esquive ne nous sauvera. J'ai conscience d'appeler à l'effort et au courage. Pour être entendu, il faudra agir de manière juste, transparente et dans la durée, en donnant de la visibilité aux gestionnaires publics et aux Français.

Dès cette semaine, le ministre de l'action et des comptes publics réunira l'ensemble des administrations publiques pour dessiner une trajectoire et une méthode globale de redressement financier. La conférence des territoires permettra, pour sa part, d'approfondir la concertation avec les collectivités territoriales.

Dès la rentrée, le Gouvernement présentera à la fois le budget pour 2018 et une loi de programmation des finances publiques qui portera sur toute la durée du quinquennat. Cette trajectoire devra remettre la Sécurité sociale à l'équilibre à l'horizon 2020. Nous devons, d'ici là, définir de nouvelles règles permettant de proscrire dans la durée le déficit de nos comptes sociaux.

Enfin, nous devons préserver les équilibres de notre système de retraites, tout en le rendant plus juste et plus lisible. Les nouvelles prévisions du Conseil d'orientation des

retraites nous y invitent avec insistance, puisqu'elles indiquent que le retour à l'équilibre, un temps prévu pour 2025, ne pourrait finalement intervenir qu'en 2040. (*Exclamations sur quelques bancs du groupe LR.*)

Pour atteindre ces objectifs, nous devons engager une véritable transformation de l'État et de nos services publics. Elle sera progressivement déclinée par ministère, en plusieurs vagues, d'ici le printemps 2018, en associant les usagers, les agents et évidemment les parlementaires.

Bien entendu, nous « mettrons le paquet » sur la transformation numérique. Fixons-nous un objectif simple : disposer de services publics numériques de même qualité que ceux du secteur marchand. Pour ce faire, nous mettrons en place une plate-forme numérique et demanderons à chaque administration d'y loger ses applications. Un « compte citoyen en ligne » sera le nouveau lien entre les Français et leurs administrations. Certains diront que c'est trop compliqué, trop ambitieux, mais l'Estonie, où je me trouvais la semaine dernière avec certains des membres du Gouvernement, l'a fait et il ne me semble pas que les Estoniens soient beaucoup plus agiles que nous ou que nous soyons beaucoup moins adroits qu'eux. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM, MODEM et LC.*)

Cette transformation de l'action passera aussi par une confiance accrue accordée aux fonctionnaires et une modernisation de leur cadre d'action. Je veux leur dire ma fierté de les diriger, mon respect et ma reconnaissance. (*Applaudissements sur les bancs du groupe REM et quelques bancs des groupes MODEM et LC.*)

Restaurer la confiance, prendre courageusement les décisions que la situation impose, tout cela est nécessaire pour retrouver l'esprit de conquête auquel nous appelle le Président de la République.

La France, mesdames et messieurs les députés, doit être à nouveau conquérante. Dans le domaine économique, d'abord. Depuis trop d'années en effet, nous nous résignons à ce que la France tourne au ralenti. Nous nous résignons au chômage de masse. Notre économie ne produit pas assez de revenus, ne crée pas assez d'emplois et ne donne pas assez de chances à nos enfants.

Au cours des années 2000, nous étions le premier pays d'accueil des investissements étrangers en Europe continentale. Depuis 2010, nous sommes derrière l'Allemagne. En termes d'exportations, nous sommes le seul des grands pays de la zone euro dont le commerce extérieur présente une balance déficitaire en 2016, alors qu'elle était bénéficiaire jusqu'au début des années 2000. (« Très juste ! » sur les bancs du groupe LR.) Surtout, l'économie française croît désormais structurellement moins vite que la moyenne de la zone euro. (« Eh oui ! » sur les mêmes bancs.)

Cela n'est pas acceptable. Avec les réformes que nous vous proposons, nous voulons redevenir les premiers en termes d'attractivité, de croissance et de création d'emplois. (*Applaudissements sur les bancs du groupe REM et plusieurs bancs des groupes MODEM et LC.*)

Une économie attractive, c'est une économie où les charges ne viennent pas freiner le dynamisme de ceux qui créent de la richesse. (« Oh ! » sur les bancs du groupe FI.)

**M. André Chassaigne.** Et les paradis fiscaux ?

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** Les entreprises doivent retrouver l'envie de s'installer et de se développer sur notre sol plutôt qu'ailleurs. J'annoncerai dans les tout

prochains jours, avec la maire de Paris et la présidente de la région Île-de-France, des mesures fortes pour améliorer l'attractivité de la place de Paris.

Pour favoriser l'embauche, nous baisserons le coût des charges qui pèsent sur le travail, en particulier pour les salaires proches du SMIC. (*Applaudissements sur les bancs du groupe REM et plusieurs bancs du groupe MODEM.*) Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi – CICE – sera transformé en allègement de charges, lesquelles seront nulles au niveau du SMIC. Cette réforme entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2019. (*Mêmes mouvements.*)

**M. Éric Straumann.** Très bien !

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** Le taux de l'impôt sur les sociétés sera réduit par étapes de 33,3 % aujourd'hui à 25 % en 2022. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe REM.*) Il convergera ainsi vers la moyenne européenne. La loi de finances pour 2018 précisera sa trajectoire de baisse, afin précisément de donner de la visibilité aux entreprises.

Nous voulons aussi alléger les contraintes qui pèsent sur nos entrepreneurs, en particulier sur les indépendants et les TPE et PME. Des mesures de simplification réglementaire seront prises et nous engagerons en 2018 la suppression du régime social des indépendants, que nous adosserons au régime général. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM et quelques bancs du groupe LC.*)

Une économie conquérante, c'est également une économie qui investit dans l'avenir. Il faut donc réorienter l'épargne des Français vers l'investissement productif. L'impôt de solidarité sur la fortune sera resserré autour du seul patrimoine immobilier, afin d'encourager l'investissement dans la croissance des entreprises. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM.*) La réforme sera votée dès cette année dans la loi de finances pour 2018 et entrera en vigueur en 2019.

La réforme de la fiscalité du patrimoine sera complétée par la mise en place d'un taux de prélèvement unique d'environ 30 % sur les revenus de l'épargne. C'est simple, efficace et compétitif. La France se rapprochera ainsi de la moyenne européenne.

Au bout du compte, mesdames et messieurs les députés, vous le voyez, l'ensemble de ces mesures fiscales seront votées dès cette année et engagées dans les deux années qui viennent.

Une fiscalité au service de l'activité, c'est important, mais investir dans les secteurs d'avenir est encore plus décisif. C'est pourquoi nous lancerons un grand plan d'investissement de 50 milliards d'euros dans les domaines de la transition écologique, du développement des compétences, de la santé, des transports, de l'agriculture et de la modernisation de l'État. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe REM.*)

J'ai missionné M. Pisani-Ferry pour le concevoir et préparer son déploiement. Une partie de cet investissement viendra financer des réformes structurelles de notre économie et de la sphère publique. On économise durablement d'un côté, on investit dans l'avenir de l'autre.

Investir dans l'avenir, c'est aussi soutenir notre industrie. Je n'ai jamais été impressionné par ceux qui rêvaient d'une industrie sans usine, et jamais convaincu par ceux qui envisageaient une France sans industrie.

**Un député du groupe LR.** Et un Président sans Premier ministre ?

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** Mais la réalité est sombre : derrière les succès réels de certains, la désindustrialisation de notre tissu productif s'accélère. Pour redresser la tête et redevenir conquérants, nous devons nous renforcer. Certaines de nos filières, comme l'aéronautique, sont déjà remarquablement intégrées et à la pointe de la technologie, mais nous avons beaucoup d'entreprises industrielles souvent de trop petites tailles, souvent trop isolées des groupes qui leur permettraient de s'épanouir. Nous devons donc tisser un réseau industriel puissant de PME et d'ETI et accompagner son développement à l'export.

Il nous reviendra aussi de tirer le plus grand parti possible des opportunités ouvertes par la révolution numérique, qui doit être une chance pour tous : pour les entrepreneurs qui créent des start-up, bien sûr, mais aussi pour les TPE-PMÉ ; pour ceux qui sont nés avec la révolution digitale comme pour ceux qui en sont éloignés.

La révolution de l'intelligence artificielle est devant nous ; elle est en vérité déjà là. Elle nous touchera tous, dans tous les domaines de la production. Ceux qui font mine de l'ignorer seront les premiers saisis par sa puissance. Nous devons nous y préparer pour en faire une chance disruptive et non la subir comme une fatalité destructive. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe REM.*) Le secrétaire d'État au numérique me proposera dans les trois mois une méthode permettant d'associer les meilleurs spécialistes de ce domaine à la définition d'une stratégie nationale pour l'intelligence artificielle. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM, MODEM et LC.*)

Renouer avec l'esprit de conquête, c'est aussi embrasser avec enthousiasme l'incroyable défi que posent les grandes transitions du monde, au premier rang desquelles la transition écologique. Ceux qui, par égoïsme ou inconscience, tournent le dos à l'Accord de Paris sur le climat manifestent plus qu'une simple incompréhension du monde : ils montrent qu'au fond ils ont peur du futur.

**M. Jean-Luc Mélenchon.** Et vous les invitez pour le 14 juillet !

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** L'autruche est sans doute un animal sympathique, mesdames et messieurs les députés, mais mettre sa tête dans le sable n'a jamais préparé personne à affronter l'avenir. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM et quelques bancs du groupe LC.*)

Il nous revient donc de préparer notre pays et notre planète à cette nouvelle ère ; de ne pas la subir, mais de la façonner. Tout a été écrit sur le sujet, depuis les remarquables livres de Jared Diamond jusqu'aux témoignages saisissants de ceux qui parcourent inlassablement la planète pour éveiller les consciences. Notre rapport aux ressources doit être profondément modifié. Notre cap sera simple à formuler, mais ambitieux et exigeant : nous voulons arriver à la neutralité carbone d'ici 2050.

**Mme Delphine Batho.** C'est déjà dans la loi !

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** C'est pourquoi nous n'attribuerons plus de nouveaux permis d'exploration d'hydrocarbures. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM et quelques bancs du groupe LC.*)

**Mme Delphine Batho.** Très bien !

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** La convergence diesel essence sera atteinte avant la fin de la mandature. (*Mêmes mouvements.*)

**Mme Delphine Batho.** C'est déjà prévu !

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** La montée en puissance de la fiscalité carbone sera accélérée. (*Mêmes mouvements.*) Nous diviserons par deux les déchets mis en décharge et recyclerons 100 % des plastiques sur tout le territoire d'ici 2025. (*Mêmes mouvements.*)

**Mme Delphine Batho.** Très bien !

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** Nous partirons du principe simple qu'il est toujours préférable de taxer la pollution plutôt que le travail et qu'avant de sanctionner et d'interdire, il vaut mieux encourager et adapter. (*Mêmes mouvements.*)

Le temps des très grandes infrastructures de transport doit céder la place à des politiques tournées vers des nouveaux modes de mobilité associant les nouvelles technologies, le secteur public comme le secteur privé, les micro-entreprises comme les champions nationaux.

Les assises de la mobilité associeront, dès la rentrée, les usagers, les opérateurs, les collectivités, les ONG, pour orienter les investissements en faveur des déplacements quotidiens, plus sûrs, qui désenclavent les territoires. La loi d'orientation sur la mobilité préparera également l'ouverture à la concurrence que nous ne devons pas redouter, ni en France, ni à l'étranger. Nos opérateurs nationaux de transport sont déjà des champions à l'international.

Autre domaine où une transition profonde s'impose : le logement. Pour construire de nouveaux logements, une loi à l'automne simplifiera les procédures, en particulier dans les bassins d'emplois les plus dynamiques. Les procédures de permis de construire seront accélérées, les recours abusifs sanctionnés.

**M. Éric Straumann.** Bravo ! Très bien !

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** Au besoin, et notamment dans les zones tendues, les autorisations d'urbanisme seront transférées des communes aux intercommunalités, pour que les décisions de construire soient prises à l'échelle des bassins de vie. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM. – Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

Dans les dix ans, nous nous fixons aussi pour objectif de supprimer les passoires thermiques, principales sources de gaspillage énergétique, qui grèvent les budgets des ménages les plus modestes.

Être conquérant face aux transformations du monde, voilà bien enfin un principe qui s'applique à l'agriculture. La France a longtemps été son agriculture. Par la puissance de sa production, par sa marque sur notre géographie, par l'importance qu'elle occupe dans notre imaginaire et dans notre vie, l'agriculture française a fait bien plus que nourrir – et très bien nourrir – les Français. Elle est aujourd'hui confrontée à de multiples transformations : la pression sur le foncier agricole, la répartition insatisfaisante de la valeur entre producteurs et distributeurs, la concurrence étrangère, la multiplication des normes, la nécessité de préserver l'environnement, la demande croissante de consommateurs pour des productions nouvelles et de qualité.

Les agriculteurs français n'ont pas peur de s'adapter. Ils veulent vivre de leur travail, de leur terre et de leurs compétences. (*Applaudissements sur les bancs du groupe REM et quelques bancs des groupes MODEM et LC.*)

Les états généraux de l'alimentation verront le partage de la valeur dans le modèle agricole : il n'est pas admissible que des agriculteurs ne puissent se verser un revenu décent et

vivent sous le seuil de pauvreté. Ce n'est pas admissible, mais c'est courant. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe REM.*)

Ce doit être aussi notre combat pour la politique agricole commune de demain. Ces états généraux devront conforter notre confiance en une alimentation plus saine, penser et construire nos modèles futurs, notamment en examinant, sans faux-semblants, la question des pesticides ou des perturbateurs endocriniens.

Enfin, vous permettrez à l'ancien maire du Havre que je suis de rappeler que la France conquérante, celle que voulait François I<sup>er</sup> au début de la Renaissance française, était tournée vers la mer. La France conquérante, ce doit être une France qui prend appui sur sa puissance maritime pour créer de nouveaux emplois, notamment dans les filières des énergies marines, et pour capter toujours plus de marchandises grâce à ses grands ports. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM et sur quelques bancs du groupe LC.*)

Une France conquérante, c'est enfin une France écoutée, respectée et désirée. Je l'ai dit il y a quelques semaines : la France est de retour, et singulièrement en Europe. Nous le devons au Président de la République et nous le devons aux Français,...

**M. Christian Jacob.** Attendez un peu !

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** ...qui ont adressé deux messages lors des élections : ils sont attachés à la construction européenne et à l'euro ; et ils veulent une Europe plus concrète, moins tatillonne et plus protectrice. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM et plusieurs bancs du groupe LC.*)

L'agenda européen de l'actuel gouvernement tient en trois idées. D'abord, tout faire pour réconcilier les Français avec l'Union européenne. Ensuite, œuvrer pour une Europe qui protège, une Europe qui pourra s'appuyer sur une zone euro mieux gouvernée, qui saura faire progresser sa politique de défense, la convergence sociale – et notamment la réglementation des travailleurs détachés – et une politique commerciale de réciprocité, sans naïveté. Enfin, préparer les trois négociations cruciales pour l'avenir de l'Union : la redéfinition de notre projet à vingt-sept, avec l'Allemagne et avec ceux de nos partenaires qui voudront aller de l'avant ; la négociation ordonnée de la sortie du Royaume-Uni comme préalable au cadre de la relation future ; les perspectives financières pour l'avenir des politiques de l'Union après 2020.

Enfin le Président de la République a rappelé hier que nous ne concevons pas le redressement de notre pays sans une politique internationale qui rende à la France son statut de puissance d'influence mondiale.

L'esprit de conquête, c'est aussi être capable d'attirer à nous l'intelligence de demain, en accueillant toujours plus d'étudiants du monde entier pour enrichir et diffuser nos techniques, notre langue, notre identité. C'est attirer toujours plus de richesses grâce à notre offre touristique, qui constitue un atout économique majeur. C'est montrer au monde qui nous sommes, en organisant les grands événements pendant lesquels la planète nous regardera. La candidature de Paris aux Jeux olympiques 2024 a mobilisé la France entière autour du sport et de ses valeurs. L'accueil de ces JO offrira, je l'espère, une chance unique de renforcer la place de Paris et la place de la France au premier rang mondial. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM, MODEM et LC.*)

Soyons conquérants ! L'évolution du monde donne toutes ses chances à la France, parce que ce nouveau monde a besoin de science et de raison, d'ordre et de loi, de technologie et de culture, de dialogue et de solidarité. Et la France, c'est tout cela ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe REM et quelques bancs des groupes MODEM et LC.*)

Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, je ne crois pas à l'omnipotence du politique, mais je ne crois certainement pas non plus à son impuissance. Je vous l'ai dit au début de mon propos, et votre assemblée en est la preuve par sa composition : les bonnes politiques publiques permettent de changer la vie des Français. C'est long, c'est lent, c'est difficile mais, pour reprendre les mots de Simone Veil, j'ai confiance dans notre capacité à progresser.

Je sais ce que peut la volonté politique quand elle a le soutien de la représentation nationale et de la majorité du peuple français. J'ai cette volonté. L'ensemble de l'équipe gouvernementale la partage. Elle travaille avec une méthode, celle de l'efficacité, du dialogue et de la collégialité. Cette méthode de travail, le Gouvernement la propose aux législateurs que vous êtes, en y ajoutant le respect et l'exigence de vérité. J'ai siégé sur ces bancs, je l'ai dit, et je suis trop attaché au rôle et aux prérogatives du Parlement pour qu'il en aille autrement.

**Plusieurs députés du groupe LR.** Le recours aux ordonnances, ce n'est pas très respectueux !

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** Œuvrons ensemble pour qu'à la fin de ce quinquennat, la France ait atteint le cap fixé par le Président de la République et qu'elle ne regrette pas d'avoir choisi l'optimisme et la confiance.

Travaillons pour que le chômage reflue, que les territoires ruraux continuent à vivre, que les quartiers libèrent leurs énergies, notamment grâce au dispositif des emplois francs, que les expatriés reviennent, que les entrepreneurs innovent, investissent et créent des emplois. Travaillons pour que le mérite soit récompensé. Travaillons pour que nos compatriotes vivent mieux.

Aucun des défis de la modernité ne doit nous effrayer. L'espoir qui s'est levé fonde notre responsabilité. C'est à cet espoir, mesdames et messieurs les députés, que je vous demande d'accorder votre confiance. Et c'est la raison pour laquelle, monsieur le président, conformément aux dispositions de l'article 49-1 de notre Constitution, j'ai l'honneur d'engager la responsabilité du Gouvernement sur la présente déclaration de politique générale. (*Les députés des groupes REM et MODEM se lèvent et applaudissent longuement.* – *Applaudissements sur les bancs du groupe LC.*)

**Mme Marie-Christine Dalloz.** Levez-vous, les Constructifs !

**M. le président.** La parole est maintenant aux orateurs des groupes, qui pourront répondre au Premier ministre. Le premier inscrit est M. Richard Ferrand, pour le groupe La République en marche.

**M. Richard Ferrand.** Monsieur le président, monsieur le Premier ministre, mesdames et messieurs les ministres, chers collègues, citoyennes et citoyens qui assistez à ce débat,...

**Un député du groupe LR.** Et mutualistes !

**M. Richard Ferrand.** ...le Président de la République a réservé à la représentation nationale sa première grande expression politique depuis son élection, dans le droit fil de la V<sup>e</sup> République. C'est pour nous, parlementaires, une véritable marque de respect.

**M. le président.** Mes chers collègues, celles et ceux qui quittent l'hémicycle sont invités à le faire en toute discrétion pour laisser l'orateur s'exprimer dans les meilleures conditions. (*Vifs applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM.*)

**M. Richard Ferrand.** Le Président de la République a fixé hier l'objectif de son quinquennat, développé les principes de son action et indiqué la marche qu'il entendait suivre. Les récents résultats électoraux nous ont bien démontré que les Français ne voulaient plus de la façon de voir et de faire la politique qui avait prévalu jusqu'ici.

**M. Marc Le Fur.** Les socialistes ont quitté l'hémicycle...

**M. Richard Ferrand.** Le Premier ministre a montré qu'il partageait ce diagnostic. C'est pourquoi il nous appartient ici de développer nos principes d'action, de construire et de faire vivre une manière plus efficace de travailler, ici même, à l'Assemblée nationale.

Nous devons d'abord et avant tout rétablir le lien avec nos concitoyens, qui nous ont donné un mandat de confiance et d'exigence, et renforcer l'efficacité de l'action publique pour obtenir enfin les résultats que les Français appellent de leurs vœux. C'est cette efficacité qui nous incombe. (*Applaudissements sur les bancs du groupe REM et plusieurs bancs du groupe MODEM.*)

Le Président de la République a présenté hier les grands traits des réformes institutionnelles que nous avons défendues lors de notre campagne législative. Avec vous, monsieur le Premier ministre, et avec votre gouvernement, nous devons sans délai nous atteler à la tâche.

Monsieur le Premier ministre, là où le Président a dessiné hier les contours de l'action de l'exécutif, vous venez de remplir les formes pour nous livrer une image plus complète. Vous venez de donner la méthode pour porter le sens, dire la vérité, travailler avec toutes les femmes et tous les hommes de bonne volonté et obtenir rapidement des résultats. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et quelques bancs du groupe MODEM.*)

Vous nous avez fait part des axes concrets qui mettront du fil à notre ouvrage, ainsi que du rythme des réformes qui permettront au pays, dans cinq ans, d'être plus prospère, plus solidaire et plus juste. Hier, je disais au Congrès qu'il fallait nous mettre au travail sans attendre et dès aujourd'hui, en chef d'orchestre, vous déclinez les missions qui répondront à cette volonté collective de retour d'une France conquérante. Déjà au travail, nous voilà bien inscrits dans le registre de cette efficacité que nous prônons.

Vous avez mis en exergue des mots d'ordre qui se traduisent par des mesures tangibles : restaurer la confiance par une justice plus indépendante, plus rapide et plus effective...

**Mme Marie-George Buffet.** Pour cela, il faut des moyens !

**M. Richard Ferrand.** ...et par une Sécurité sociale à nouveau viable, en faisant de la prévention un pivot de la stratégie nationale de santé ; libérer les médecins des charges administratives, construire avec eux un parcours de soins qui garantisse un égal accès à tous, notamment en luttant contre les déserts médicaux et le renoncement à se soigner. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et plusieurs bancs du groupe MODEM.*)

Restaurer la confiance, c'est aussi réaffirmer le lien entre l'État et les territoires en osant l'expérimentation qui permet d'adapter la norme aux spécificités régionales ; c'est supprimer la taxe d'habitation, aujourd'hui injuste et

obsolète pour l'immense majorité des Français – en discutant évidemment avec tous les territoires de métropole et d'outre-mer. (*Applaudissements sur les bancs du groupe REM.*)

Monsieur le Premier ministre, vous avez aussi parlé de courage. Il nous en faudra et vous en trouverez au sein de cette Assemblée : courage pour lutter contre le terrorisme, pour faire face au défi migratoire avec responsabilité et générosité, courage pour rénover notre modèle social devenu inégalitaire, bouleversé par la mondialisation et la révolution numérique, courage pour rétablir notre situation financière et ainsi notre capacité d'investissement – et donc notre indépendance.

Enfin, vous avez dit que vous vouliez une France conquérante dans le domaine économique mais également écologique, agricole et numérique, domaines où tant d'opportunités sont à saisir.

Ces orientations concrètes que vous avez proposées ont reçu à l'instant un accueil extrêmement chaleureux qui s'accompagnera tout à l'heure, je le sais, d'un soutien plein et entier. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM.*) Car bien sûr, nous débattons des moyens, nous explorerons les solutions et les méthodes, nous les affinerons, les enrichirons. Mais nous ne différerons pas quant au but : faire renaître l'espérance et le goût de l'avenir, ne jamais renoncer à la justice sociale et redonner à tous nos concitoyens la fierté d'être Français. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et quelques bancs du groupe MODEM.*)

C'est pourquoi la majorité travaillera de toutes ses forces avec vous et avec votre gouvernement, monsieur le Premier ministre, avec bienveillance et exigence,...

**M. Laurent Furst.** Dans la confiance mutuelle !

**M. Richard Ferrand.** ...dans une logique de co-construction, au service de la nation.

Co-construire, cela signifie que nous trouvons ensemble, très en amont, les solutions les plus adaptées, sans présupposé et sans que les propositions des parlementaires soient vécues comme une marque d'hostilité, bien au contraire. Les défis auxquels nous faisons face aujourd'hui sont immenses et c'est pourquoi nous devons y répondre collectivement : Gouvernement et élus, mais également chaque citoyen et chaque citoyenne. Toutes les forces vives de la nation doivent être à l'œuvre.

Les Françaises et les Français ont exprimé sans détour leur lassitude envers une certaine manière de penser et de faire de la politique, une politique qui se drape parfois dans de beaux principes et de hautes valeurs mais qui ne produit pas assez de résultats. « Le kantisme a les mains pures, mais il n'a pas de mains », disait Charles Péguy ! À ce propos, nos concitoyens ont été clairs : il n'est plus question d'obligation de moyens mais d'obligation de résultats, qu'ils veulent voir vite et de manière tangible (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM.*)

Les Français ont aussi exprimé leur lassitude envers une politique qui n'a pas su se réinventer et qui, depuis des générations, reproduit un modèle qui ne les satisfait pas, voire même qui les détourne de la vie publique, ce qui est une souffrance pour la démocratie. Nos concitoyens se sont donc mobilisés pour nous dire leur soif de renouvellement mais aussi leur envie de se voir proposer un autre paradigme : celui de l'avenir, du possible, du projet, du mouvement. Sachons les écouter – et votre propos, monsieur le Premier ministre, démontre que vous avez su le faire.

Comme mes collègues, j'ai la conviction que les incantations, les débats stériles, les sièges vides, les joutes rhétoriques, les pétitions de principe et autres pluies de truismes nuiront à la crédibilité de ceux qui en usent. (*Mêmes mouvements.*) Il nous faudra retrouver ensemble la valeur ajoutée du travail parlementaire : ceci vaut tout autant pour la majorité que pour les oppositions. Les Français n'attendent pas de nous un panurgisme majoritaire, pas plus qu'ils n'attendent de l'obstruction surjouée.

Par leur vote, les Français ont aussi témoigné qu'ils ne veulent plus de demi-mesures, d'ajustements à la marge, de rafistolages, mais qu'ils souhaitent une transformation réelle et profonde de notre système économique et social pour reprendre ensemble le chemin du progrès. Cette transformation, mes chers collègues, embrassons-la ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe REM et quelques bancs du groupe MODEM.*)

Enfin, au cours des derniers mois, nos concitoyens ont témoigné de leur volonté de s'impliquer dans la construction des politiques publiques qui les concernent directement et ont montré combien ils pouvaient être force de proposition pour trouver collectivement des solutions aux problèmes quotidiens. Alors, consultons-les !

Monsieur le Premier ministre, vous venez d'expliquer comment vous comptiez mettre œuvre le projet du Président de la République et conduire la politique de la nation. Agir concrètement, donner des inspirations nouvelles aux projets de nos concitoyens est le seul antidote au « déagisme » comme aux conservatismes frileux. Ni l'un ni l'autre n'offrent de perspective. Si j'en comprends les ressorts – tantôt l'exaspération, tantôt la peur de l'avenir – c'est seulement la pertinence et les effets de notre travail qui, demain, pourront être l'alternative à toutes les impasses.

C'est pourquoi nous avons voulu en premier lieu, au sein même de notre Assemblée, un renouvellement sans précédent des visages. Vous l'avez remarqué, monsieur le Premier ministre, et je vous en remercie : notre groupe donne enfin une juste place aux femmes, qui représentent 49 % de nos députés ! (*Mmes et MM. les députés des groupes REM et MODEM se lèvent et applaudissent longuement.*)

**M. Alexis Corbière.** Et la présidence de l'Assemblée ?

**Mme Huguette Bello.** Vous n'êtes pas présidentes, mesdames !

**M. Richard Ferrand.** Notre groupe accueille 91 % de nouveaux députés, dont la majorité commencent leur tout premier mandat électif. Avec 45 ans en moyenne, soit quatorze ans de moins que la moyenne d'âge prévalant sous la précédente législature, nos députés apportent un souffle nouveau, des idées neuves...

**Mme Marie-George Buffet.** Le travail est une idée neuve ?

**M. Richard Ferrand.** ...et la pratique d'un monde qui, en quelques décennies, a connu des transformations radicales. (*Applaudissements sur les bancs du groupe REM et plusieurs bancs du groupe MODEM.*)

Mais être neuf, en politique, c'est d'abord avoir vécu des parcours variés dont vous avez cité plusieurs parmi les plus singuliers et les plus audacieux, monsieur le Premier ministre. C'est aussi bénéficier d'une multitude de talents et d'expériences professionnelles qui dotent les membres de notre majorité d'une connaissance réelle des attentes de nos concitoyens (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe REM.*)

Mais, comme sur tous les bancs, les membres de notre majorité sont par-dessus tout des citoyens engagés, partageant des valeurs et forts d'un projet commun. Ils sont toutes et tous prêts à se retrousser les manches pour faire avancer le pays, monsieur le Premier ministre.

**M. Robin Reda.** Nous aussi !

**M. Richard Ferrand.** Notre intelligence collective doit permettre de remettre la France sur les rails du progrès pour tous. Cette nouvelle énergie qui vous portera, monsieur le Premier ministre, vous et votre gouvernement l'avez aussi dans votre majorité et vous pouvez compter sur elle. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM.*)

Garder le lien avec le « terrain », comme on dit, est au centre du projet de La République en marche et restera toujours au cœur de notre action. Les députés de la majorité s'inscrivent dans cette démarche de proximité en gardant un lien privilégié avec celles et ceux qui leur ont confié leur mandat.

C'est pourquoi nos députés, au-delà du travail législatif au sein de cette Assemblée, animeront et feront vivre régulièrement des ateliers citoyens sur leur territoire, en lien avec l'activité législative. (*Applaudissements sur les bancs du groupe REM et quelques bancs du groupe MODEM.*)

Nous continuerons également à consulter régulièrement les citoyens en usant de tous les outils à notre disposition. Cette démarche permettra à la fois de recueillir les interrogations, les idées, les critiques...

**M. Marc Le Fur.** Nos concitoyens ont été consultés à propos de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ! Il faut les écouter !

**M. Richard Ferrand.** ...et sera également le moyen de faire vivre le débat public hors des échéances électorales car, pour citer Pierre Mendès France, « la démocratie n'est efficace que si elle existe partout et en tout temps » (*Applaudissements sur les bancs du groupe REM et quelques bancs du groupe MODEM.*)

Dans notre travail quotidien, cessons les postures et les querelles de chapelle et mettons nos idées à l'épreuve de la réalité pour s'assurer qu'elles produiront les résultats escomptés. Reprenons à notre compte un certain nombre des principes qui ont été énoncés hier.

L'efficacité, tout d'abord : légiférons moins, pour légiférer mieux et pouvoir ainsi consacrer davantage de temps aux textes fondamentaux. Répartissons différemment notre temps pour en donner davantage au contrôle et à l'évaluation des politiques publiques. Cette démarche est fondatrice pour garantir un effet réel à notre action et éviter la prolifération des textes.

La proposition du Président de la République de réduire d'un tiers le nombre des membres des trois assemblées constitutionnelles s'inscrit également dans cette logique, et l'enjeu est bien de rehausser le rôle de la représentation nationale. D'autres mesures ont été avancées, mais ces propositions, du fait de l'intérêt qu'elles présentent, devront être étudiées avec une attention particulière. Nous accomplirons ce travail, mais sans nous limiter à cela, car l'imagination aussi a sa place ici, à l'Assemblée nationale ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe REM et quelques bancs du groupe MODEM.*)

L'instauration pour les élections législatives d'une dose de proportionnelle, conjuguée avec une limitation dans le temps du cumul des mandats, permettra à la pluralité des opinions d'être mieux représentée et élargira l'accès aux fonctions électives. Mais le renouvellement n'est pas une finalité en

soi. L'enjeu est de répondre à la demande des Français d'une transformation tangible de notre modèle. Et cette mission, c'est sans attendre que nous devons commencer à la remplir. C'est ainsi que s'ouvre aujourd'hui une session extraordinaire dont l'ordre du jour témoigne à la fois des changements que nous voulons opérer et de notre volonté de réaliser dès à présent les projets qui ont été portés par le Président de la République et déclinés par le Premier ministre dans son programme du gouvernement.

Il s'agit tout d'abord de restaurer la confiance. Monsieur le Premier ministre, vous en avez fait l'un des maîtres mots de votre discours, et nous vous accompagnerons dans cette démarche. La réforme de la justice sera primordiale, car une justice forte, fiable, efficace et indépendante est une condition *sine qua non* de la confiance. La loi quinquennale de programmation des moyens de la justice, qui nous sera présentée en 2018, devra nous permettre de satisfaire cette nécessité.

Autre chantier : l'indispensable revitalisation de notre économie.

**M. Jean-Luc Mélenchon.** Ah !

**M. Richard Ferrand.** Monsieur le Premier ministre, vous nous avez exposé la manière dont le Gouvernement entend rétablir notre situation financière, et la méthode qu'il compte adopter pour y parvenir : réduire la pression fiscale qui pèse sur nos concitoyens, faire baisser la dépense publique, qui est bien plus élevée chez nous que dans la plupart des autres pays européens, et donner de la visibilité, à moyen terme, à l'ensemble des acteurs.

Cet enjeu est absolument décisif pour la bonne marche de notre économie. Il doit nous permettre de retrouver des marges de manœuvre pour investir, développer et rénover nos infrastructures, accompagner celles et ceux qui en ont le plus besoin et retrouver notre crédibilité vis-à-vis de nos partenaires européens – condition absolument nécessaire à la relance du projet européen. Pour cela, nous devons concentrer nos dépenses sur nos priorités, là où l'action publique a une réelle valeur ajoutée, et repenser nos politiques publiques. En tant que parlementaires, nous aurons un rôle majeur à jouer dans cette démarche. Et cela commence dès maintenant. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe REM.*)

L'examen du projet de loi de règlement, qui arrête le montant définitif des dépenses et des recettes de l'État, sera l'occasion de trouver toutes les sources d'efficience inexploitées et les économies potentielles. Avec ses annexes, et notamment le rapport annuel de performance, nous nous efforcerons de mesurer précisément la performance des dépenses publiques, en évaluant l'utilisation des crédits budgétaires au regard des objectifs fixés. Nous mènerons ensuite le débat d'orientation des finances publiques au cours duquel votre gouvernement nous présentera un rapport sur l'évolution de l'économie nationale et sur les orientations des finances publiques. Cela nous permettra de préciser la stratégie du Gouvernement en matière de réduction des dépenses et de préparer l'examen du projet de loi de finances à l'automne. Enfin, nous inscrirons cette volonté de rétablissement de la situation financière française dans le long terme, avec une loi de programmation des finances publiques.

Pour assurer la sécurité des Françaises et des Français, notre action se déroulera en plusieurs étapes. Le Gouvernement souhaite d'abord prolonger une dernière fois, jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre, l'état d'urgence mis en place au soir des attentats du 13 novembre 2015. Nous partageons cette décision. La loi

de programmation militaire, qui nous sera soumise en 2018, devra, quant à elle, donner enfin à notre pays les moyens de se défendre parfaitement, en portant à 2 % du PIB l'effort de défense.

La lutte contre le chômage et la rénovation de notre modèle social constituent un autre axe fondamental. Incapable d'assurer l'égalité entre les citoyens et entre les entreprises, notre modèle social est aujourd'hui inadapté face aux bouleversements que connaît notre économie. Le projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social posera la première pierre de ce chantier.

Durant la campagne présidentielle et celle des législatives, nous avons été extrêmement clairs et transparents concernant l'utilisation d'ordonnances. Depuis le début, nous avons expliqué que nous y aurions recours afin de nous attaquer sans tarder au chômage de masse qui mine notre pays depuis trente ans. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM.*) Les ordonnances nous permettront de légiférer vite et efficacement, tout en garantissant les concertations qui s'imposent avec les représentants des salariés comme avec ceux du monde de l'entreprise.

Agir vite : c'est ce qu'attendent de nous les Françaises et les Français. Nous examinerons donc ce texte pour permettre à votre gouvernement, monsieur le Premier ministre, de prendre des ordonnances visant à renforcer et simplifier le dialogue social, tant dans l'entreprise que dans la branche, et à sécuriser les relations de travail, tant pour les employeurs que pour les salariés.

**M. Marc Le Fur.** On aurait pu le faire par la loi !

**M. Richard Ferrand.** Il permettra aussi au Gouvernement de modifier le compte pénibilité pour le rendre plus adapté, plus applicable et donc plus efficace.

**M. Claude Goasguen.** Qui l'a voté ? Il ne fallait pas l'adopter !

**M. Richard Ferrand.** Cette loi fait écho au diptyque que nous portons depuis des mois : libérer et protéger. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM.*) Il s'agit de libérer les entreprises pour les soustraire à des contraintes qui pénalisent leur activité, augmenter leur compétitivité en leur donnant plus de souplesse, et leur permettre d'embaucher plus aisément...

**M. Marc Le Fur.** On a compris !

**M. Richard Ferrand.** ...mais toujours en protégeant les salariés, en améliorant le fonctionnement du dialogue social et leurs conditions de travail, ainsi qu'en renforçant leurs droits. Nous devons construire de nouvelles solidarités collectives, ainsi que de nouvelles sécurités individuelles, qui soient attachées aux parcours, et non aux statuts. (*Applaudissements sur les bancs du groupe REM.*)

Nous devons aussi renforcer la formation professionnelle et l'apprentissage et redonner du pouvoir d'achat aux salariés en baissant les cotisations. Ces mesures devront être portées par le projet de loi à venir au printemps 2018.

Un autre message clair que nous pouvons tirer, et que nous devons entendre, des récentes élections est celui de l'existence d'une fracture entre les territoires. Ne faisons pas abstraction de ces inégalités qui minent la cohésion nationale. Les politiques du logement, de la ville et de l'aménagement des territoires doivent obtenir des résultats tangibles, qui démontrent à nos concitoyens qu'aucun territoire de la République n'est délaissé. Nous devons discuter davantage avec nos collectivités, dans une logique concertée, et leur permettre d'expé-

rimer ; nous devons comprendre les spécificités de chacune d'entre elles. La conférence des territoires comme les assises de l'outre-mer nous en fourniront collectivement l'occasion.

Monsieur le Premier ministre, les Françaises et les Français ont exprimé clairement leurs inquiétudes, leurs attentes et leurs espérances. Il vous appartient maintenant, en première ligne, de répondre à leurs aspirations. Je sais que vous le ferez à la tête d'un gouvernement compétent et engagé, lui aussi paritaire, et divers par les origines professionnelles et politiques de ses membres, symbole du dépassement des clivages que nous appelons de nos vœux pour rassembler dans l'efficacité.

Sachez, monsieur le Premier ministre, que vous trouverez à vos côtés le groupe majoritaire, que je suis fier de présider, pour donner vie à ce programme et en construire, ensemble, l'application concrète.

**M. André Chassaigne.** C'est la moindre des choses !

**M. Richard Ferrand.** Monsieur le Premier ministre, vous êtes Normand, je suis Breton.

**M. Marc Le Fur.** Il y en a d'autres !

**M. Laurent Furst.** Et l'Alsace ?

**M. Richard Ferrand.** Nous savons tous deux ce que naviguer veut dire, que la mer soit calme, agitée ou que gronde la tempête. Notre cap est clair, il a été fixé hier par le Président de la République. Vous venez, devant nous, de tracer la route pour vous assurer du succès de notre engagement au long cours. Votre équipage est prêt à faire face aux vents grossissants, et peut-être aux courants contraires.

**M. Jean-Marie Sermier.** En eaux troubles !

**M. Richard Ferrand.** Notre espérance n'est pas celle d'un long fleuve tranquille ; notre espérance rejoint celle des explorateurs d'un nouveau monde, que nous voulons conquérir et aborder au service de notre pays.

**M. Laurent Furst.** Là, vous en faites quand même trop !

**M. Éric Straumann.** C'est autre chose que le capitaine de pédalo...

**M. Richard Ferrand.** Monsieur le président, monsieur le Premier ministre, mesdames et messieurs les ministres, chers collègues, « la France se sait un futur, mais elle ne se voit pas d'avenir » disait Pierre Nora. À nous d'ouvrir les voies d'un avenir meilleur pour notre pays. Monsieur le Premier ministre, c'est avec cette volonté chevillée au corps que nous voterons la confiance à votre gouvernement. (*Les députés des groupes REM et MODEM se lèvent et applaudissent longuement.*)

**M. le président.** La parole est à M. Christian Jacob, pour le groupe Les Républicains.

**M. Christian Jacob.** Monsieur le Premier ministre, l'heure est venue pour moi de saluer votre nomination et de vous féliciter – car je n'oublie pas que le jour qui précédait votre nomination, j'étais encore votre président de groupe. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

**M. Jean-Marie Sermier.** Eh oui !

**M. Christian Jacob.** Ces félicitations auraient certes été plus spontanées, plus vives, plus émues aussi, si vous n'aviez pas quitté votre famille politique dans ces conditions. (*Mêmes mouvements.*)

**M. Jean-Yves Bony.** Vous l'avez trahie !



**M. Christian Jacob.** Mais, autres temps, autres mœurs ! Je voulais vous livrer cette vérité, monsieur le Premier ministre, parce que cela restera pour moi une vraie blessure. (*Murmures sur les bancs du groupe REM.*) J'espère, mais je ne me fais guère d'illusions, qu'il vous arrive, en vous regardant dans la glace, de songer à ceux de vos anciens collègues dont votre nomination a contribué à la perte. (« *Eh oui !* » et *applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

Vous avez été nommé pour assurer une majorité parlementaire au Président de la République, et peut-être même – les mauvaises langues le disent – pour casser la droite française.

**M. Bruno Millienne.** Elle n'avait pas besoin de cela !

**M. Christian Jacob.** Vous rêviez d'avoir votre groupe parlementaire charnière : il n'existe pas. Vous n'avez guère qu'une petite partie d'un petit groupe – petit, d'ailleurs, à tous points de vue. Quant au second objectif, casser la droite française, il a échoué aussi. Nous sommes là, et bien là, fiers d'incarner une opposition républicaine solide, libre et exigeante, déterminés à ne pas vous laisser le monopole dans une confrontation stérile et dangereuse avec l'extrême gauche et l'extrême droite.

Le quinquennat de François Hollande a considérablement affaibli et fracturé notre pays, avec 600 000 demandeurs d'emploi de plus et une courbe du chômage qui ne s'est jamais inversée, une dette qui s'est accrue de 325 milliards d'euros, et des impôts qui ont durement frappé nos concitoyens – les classes moyennes en particulier, mais aussi les entreprises. La question politique fondamentale qui se pose est simple : est-ce que ceux qui ont participé à la majorité sortante sont comptables de ce bilan ? Nous, nous pensons que oui. Nous pensons que M. Valls est comptable de ce bilan. Nous pensons, même s'il a tenté de faire bouger quelques lignes et s'il s'est échappé à temps, que M. Macron porte aussi cette responsabilité. (« *Eh oui !* » et *applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

Cette filiation ne peut pas être balayée comme si une page blanche s'ouvrait. Le dérapage et l'insincérité budgétaires que la Cour des comptes vient de sanctionner en sont des exemples éclatants, et M. Macron, en poste jusqu'en septembre 2016, ne fera croire à personne qu'il n'en est pas lui aussi comptable.

**M. Bernard Deflesselles.** Absolument !

**M. Christian Jacob.** De même que vous ne ferez croire à personne, monsieur le Premier ministre, que vous n'en étiez pas vous-même informé alors que notre groupe parlementaire a fondé ses recours devant le Conseil constitutionnel précisément sur le dérapage budgétaire et l'insincérité. Peut-être étiez-vous absent du groupe à ce moment-là ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

Durant ces cinq dernières années, nous avons combattu la politique de François Hollande, car elle était contraire à la plupart des fondements de nos engagements. Nous lui avons imposé une opposition déterminée, mais, chaque fois que les intérêts supérieurs de la nation ont été en jeu, nous avons été au rendez-vous. Dans le contexte tragique de la lutte contre le terrorisme, nous n'avons jamais esquivé.

**M. Bernard Deflesselles.** Tout à fait !

**M. Christian Jacob.** Nous avons voté tous les projets de loi qui ont renforcé nos capacités de renseignement et nos capacités à faire face au terrorisme, ainsi que toutes les demandes de prorogation de l'état d'urgence. Et ce sont bien souvent nos votes qui ont permis de réunir une majorité.

Nous débutons cette législature dans le même esprit : chaque fois que l'intérêt général sera en jeu, nous prendrons nos responsabilités, sans état d'âme et sans arrière-pensée. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR et sur quelques bancs du groupe REM.*)

**M. Patrick Hetzel.** Excellent !

**M. Christian Jacob.** Nous avons nos sensibilités, mais la France et la République transcendent souvent nos engagements partisans. C'est le propre des grandes nations de se retrouver sur l'essentiel.

C'est aussi le propre des grandes démocraties de faire vivre le débat en cas de désaccord. Nous serons cette opposition républicaine, libre, indépendante et responsable ; cette opposition vigilante, en particulier contre le matraquage fiscal des ménages, contre la dégradation des finances publiques, contre la perte de l'autorité de l'État, contre le laxisme judiciaire, contre les dérives du communautarisme qui minent les fondements les plus profonds de la République, contre, bien sûr, l'abandon des territoires ruraux ou encore l'asphyxie financière programmée des collectivités territoriales, qui porterait un coup fatal à la décentralisation. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

Quelques mots, monsieur le Premier ministre, sur nos engagements – il n'est sans doute pas inutile de vous rafraîchir la mémoire, même s'il s'agit d'une plate-forme programmatique qui, normalement, ne devrait pas vous être étrangère. J'ai bien compris que c'était celle d'un monde révolu, mais quelques-uns d'entre nous ont résisté et sont toujours présents dans le monde actuel...

Compte tenu de l'état dans lequel se trouve notre pays, nous considérons que l'urgence est de rendre du pouvoir d'achat aux Français, et d'abord à ceux qui ont été les victimes fiscales du dernier quinquennat.

**M. Marc Le Fur.** Très juste !

**M. Christian Jacob.** Selon nous, cela passe par une baisse de 10 % de l'impôt sur le revenu et par le rétablissement de la défiscalisation des heures supplémentaires (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR*), et certainement pas, monsieur le Premier ministre, par l'augmentation de la CSG, qui est une lourde menace pour les retraités de France (*Mêmes mouvements*) – tous les retraités, pas seulement ceux qui perçoivent une pension supérieure à 1 200 euros !

**M. Frédéric Reiss.** Absolument !

**M. Christian Jacob.** Tous leurs revenus, tous leurs placements seront touchés par cette hausse invraisemblable de 20 % de la CSG.

Les retraités de l'agriculture, de l'artisanat et du commerce seront les grands perdants de cette purge.

**M. Claude Goasguen.** Les fonctionnaires aussi !

**M. Christian Jacob.** Il est fréquent que leurs pensions soient à peine supérieures à 500 euros. Ils ont souvent économisé toute leur vie pour se constituer un petit capital pour vivre. Surfiscaliser ce petit capital serait une erreur aussi grave que la suppression de la défiscalisation des heures supplémentaires décidée par M. Ayrault.

**M. Claude Goasguen.** Absolument !

**M. Christian Jacob.** Nous vous mettons en garde également quant à une autre question de fiscalité, le prélèvement à la source. Il sera d'une grande complexité pour les entreprises qui ont, objectivement, autre chose à faire que de collecter l'impôt. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

**M. Marc Le Fur.** Le Premier ministre n'en a même pas parlé!

**M. Christian Jacob.** Vous avez demandé son report d'une année. C'est un premier pas, mais faites le second: supprimez-le! (*Mêmes mouvements.*)

**M. Jean-Luc Reitzer.** Absolument!

**M. Christian Jacob.** Car, en réalité, c'est le cheval de Troie qui amènera la fin des quotients conjugaux et des quotients familiaux, laquelle porterait un nouveau coup à notre politique familiale.

Notre politique de la famille a besoin de signes positifs, de signes de rassemblement, et non pas d'affrontements entre nous. Je n'ai rien entendu sur le retour à l'universalité des allocations familiales, l'un des acquis les plus sérieux du Conseil national de la Résistance. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

Quant à votre projet de suppression de la taxe d'habitation, nous vous invitons, là aussi, à y réfléchir à deux fois. La supprimer pour 80 % des foyers fiscaux, c'est affaiblir le lien citoyen et fiscal entre nos compatriotes et leur commune. C'est créer les conditions d'un transfert de charges vers les contribuables propriétaires de leur bien et, inévitablement, favoriser un nouvel envol des taxes foncières. Alors que les maires viennent d'être exclus de l'Assemblée nationale, j'espère qu'il restera, dans cette maison, des défenseurs des communes. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR ainsi que sur quelques bancs des groupes NG et GDR.*)

Si notre pays tient debout, c'est souvent grâce aux maires de France, notamment aux maires ruraux qui tiennent à bout de bras leurs territoires abandonnés par l'État. Ne les affaiblissez pas davantage!

**M. Jean-Luc Reitzer.** Très bien!

**M. Christian Jacob.** N'affaiblissez pas non plus les départements dans une fuite en avant métropolitaine. J'ai bien compris que le président Macron aimait les grandes métropoles, mais la France n'est pas, ne sera jamais une juxtaposition de métropoles déshumanisées qui ne laisseraient aucune place aux villes d'équilibre et aux territoires ruraux.

**Plusieurs députés du groupe LR.** Bravo!

**M. Christian Jacob.** Monsieur le Premier ministre, nos territoires ruraux ont aussi besoin d'une agriculture dynamique, puissante, exportatrice. Notre agriculture attend moins de normes, moins de réglementation, moins de charges. Elle aspire à être reconnue, soutenue et, disons-le, aimée par tous les membres de votre gouvernement, notamment par votre ministre de l'écologie, qui a une petite marge de progression en la matière! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

**Mme Delphine Batho.** Oh!

**M. Christian Jacob.** Comme vous, nous pensons qu'il faut dynamiser les entreprises et créer des richesses, de la valeur ajoutée et de l'emploi. Pour que la France reste une grande puissance industrielle, il faut remettre le travail au cœur de notre modèle social et économique. Cela passe par la fin des 35 heures.

Pour le reste, le retour de la loi El Khomri-Valls sous forme d'ordonnances est un fait important. Les grandes questions qui y sont évoquées nous préoccupent depuis toujours. Rassurez-vous, nous n'allons pas cesser de défendre et de promouvoir ces grands sujets alors que vous semblez déterminé à agir.

En revanche, recourir aux ordonnances au tout début d'une législature, sur un sujet aussi important, alors que vous disposez d'une majorité de 350 députés, cela soulève une question sérieuse sur la solidité réelle de votre majorité.

**M. Jean-Luc Mélenchon.** Ah! Voilà.

**M. Christian Jacob.** Car, si le débat n'a pas lieu ici et maintenant, il risque d'avoir lieu soit dans la rue, soit dans quelques mois au moment du vote de la loi de ratification. Vous prenez donc, monsieur le Premier ministre, un risque majeur en imposant le silence dans les rangs de votre majorité et en ne respectant pas une assemblée qui, je vous le répète, est prête à des avancées et à des convergences de vue sur cette question.

Vous avez par ailleurs décidé, monsieur le Premier ministre, de proroger l'état d'urgence. Nous approuvons cette décision car nous avons toujours considéré que, sur un tel sujet, il revient à l'exécutif et à lui seul d'apprécier la situation. Nous savons que la menace est vive, et nous devons bien évidemment aux Français le maximum de protection.

Pendant, cette position ne constitue pas un blanc-seing pour une loi de portée générale qui instaurerait en réalité un état d'urgence larvé qui n'assumerait pas son nom et qui, cette fois, serait attentatoire aux libertés individuelles et aux libertés publiques.

Sur le fond, nous espérons que votre gouvernement entendra enfin nos propositions pour gagner la guerre d'usure engagée contre le terrorisme. Plus que jamais, nous pensons que les personnes fichées S les plus dangereuses doivent être placées de manière préventive sous surveillance physique et électronique renforcée.

**M. Claude Goasguen.** Très bien!

**M. Christian Jacob.** Au cours des prochains débats, nous vous proposerons une fois de plus l'interdiction du retour sur le territoire national des binationaux qui se sont rendus dans des zones d'opérations extérieures. (« Très bien! » et *applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

Monsieur le Premier ministre, combattre nos soldats, combattre l'armée française, c'est décider de s'exclure définitivement de la communauté nationale. Nous demandons l'expulsion automatique des étrangers présents en France qui entretiennent des liens avec des mouvements terroristes. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*) Nous proposerons enfin la dissolution de tous les mouvements qui se réclament du salafisme et de l'islamisme radical, ainsi que des associations qui prônent la haine, la violence et la discrimination à l'encontre des femmes. (*Mêmes mouvements.*)

**M. Michel Herbillon.** Bravo!

**M. Christian Jacob.** Sur cette question essentielle de l'égalité entre les hommes et les femmes, doit-on encore tolérer que, sur le sol de la République, des femmes soient interdites de cité à certaines heures et dans certains quartiers? Ce mouvement se développe au cœur même de Paris. C'est là une atteinte grave au pacte républicain qui nous unit autour de la grande loi de 1905.

Nous avons été surpris du silence assourdissant du Gouvernement sur ce sujet. Ne pas souffler sur les braises est une chose, monsieur le Premier ministre. Mettre un genou à terre face à ceux qui rejettent la laïcité républicaine en est une autre!

Nous ne devons pas plus mettre genou à terre face aux délinquants qui, il faut bien le dire, pourrissent la vie de nos compatriotes. Il faut mettre fin d'urgence au désarmement pénal qui a été mis en œuvre méthodiquement par Mme Taubira. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

**Mme George Pau-Langevin.** Oh !

**M. Christian Jacob.** Vous pensiez que j'allais l'oublier !

Or votre contrat de législature ne contient rien sur les peines plancher automatiques qui visent à sanctionner très sévèrement les récidivistes. Nous n'avons rien entendu non plus sur la suppression des réductions automatiques de peine, qui revient à laisser dans la nature des récidivistes, des petits caïds de quartier qui narguent nos policiers et nos gendarmes, ni sur l'abaissement de la majorité pénale à 16 ans, dans une société où certains mineurs, de plus en plus violents, n'ont strictement plus rien à voir avec ceux de 1945.

Nous n'avons pas non plus été convaincus par votre détermination à lutter efficacement contre l'immigration clandestine. Il est temps que le Parlement fixe des quotas d'immigration qui correspondent à notre capacité réelle à accueillir dignement et à intégrer rapidement.

À deux endroits au moins en métropole, à Calais et à Menton – mais vous en avez cité d'autres qui sont situés outre-mer – la France, il faut bien le dire, est devenue une passoire. Nous demandons la création de zones de contrôle renforcé de l'immigration, avec une identification systématique des migrants.

Il faut aussi en finir avec l'appel d'air créé par un modèle social trop généreux que nous n'avons plus les moyens de payer. L'accès aux allocations familiales et aux allocations logement doit être soumis à une durée significative de versement des cotisations sociales. L'aide médicale d'État représente une dépense de plus de 1 milliard d'euros. C'est un scandale budgétaire qui doit cesser !

**M. Claude Goasguen.** Eh oui !

**M. Christian Jacob.** L'AME est devenue un puits sans fond et sans contrôle. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

Monsieur le Premier ministre, vous connaissez le drame français des trente dernières années : nous avons collectivement entretenu un chômage de masse, en particulier des jeunes de moins de 25 ans ; 25 % de nos jeunes sont au chômage, soit quatre fois plus qu'en Allemagne.

Cette situation met évidemment en cause nos systèmes de formation initiale et continue. Cela soulève aussi la question, prioritaire, de la place qu'il convient de réserver à l'enseignement technique et professionnel. La France a besoin d'une révolution mentale en la matière. Elle a besoin qu'on dise enfin les choses : que le collège unique a échoué et que l'apprentissage à 14 ans est indispensable pour renouer avec une filière d'enseignement professionnel digne de ce nom. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

Votre ministre de l'éducation nationale a donné des signes positifs depuis quelques semaines, en rompant avec l'idéologie de Mme Vallaud-Belkacem, notamment sur les classes bilangues, sur l'enseignement des langues anciennes, sur le maintien des internats d'excellence, sur l'assouplissement des rythmes scolaires.

Mais il manque encore le courage qui consisterait à s'assumer une grande ambition pour l'apprentissage – je vous ai entendu prononcer le mot, mais je n'ai pas senti d'ambition

telle – et à réformer profondément un système qui produit chaque année 120 000 décrocheurs. Admettez qu'au nom du dogme du collège unique, on a abouti à un gâchis terrifiant !

Monsieur le Premier ministre, vous devriez être chargé de déterminer et de conduire la politique de la nation. Mais ce qu'a fait et dit le Président de la République hier à Versailles démontre qu'il a décidé, en quelque sorte, de vous tenir la bride très courte. Cette pratique nous trouble, non seulement parce qu'elle est une humiliation pour le Premier ministre, mais aussi parce que le Président, en cassant les codes, joue dangereusement avec l'esprit et la lettre de la Constitution.

Le comportement de la majorité parlementaire est également inquiétant. On nous a tenu le sempiternel discours sur l'émergence d'un monde nouveau, frais et printanier qui remplacerait le vieux monde replié sur lui-même, poussiéreux et suspect. Mais dans cet ancien monde, les postes de responsabilité de notre assemblée n'ont jamais servi au recyclage de ministres démissionnaires ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*) Dans cet ancien monde, le Premier ministre n'intriguait pas pour que des propagandistes de la majorité se transforment en opposants dociles et soumis en échange de postes, de places ou de sièges ! (*Mêmes mouvements.*) Dans cet ancien monde, on élisait le président de l'Assemblée pour la durée de la législature, conformément à l'article 32 de la Constitution !

Nous considérons que respecter la présidence de l'Assemblée et l'institution parlementaire, c'est nous respecter nous-mêmes ainsi que les Français que nous représentons : cette maison est en effet celle de la nation. Elle est la nôtre et sera ce que nous en ferons. Si, comme moi, vous considérez que la séparation des pouvoirs a encore un sens et que la souveraineté parlementaire est un acquis non négociable de la Révolution française, c'est à nous, députés, de décider ce que nous voulons qu'elle incarne. Je vous le dis solennellement : nous ne serons pas d'une aventure législative qui affaiblirait le Parlement et priverait les parlementaires des droits d'exercer librement leur mandat.

Si la loi de moralisation de la vie publique doit constituer le premier épisode de cette aventure, nous dirons non, comme le Tiers état a dit non au Roi ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

Si l'étape qui s'amorce conjugue instauration de la proportionnelle et diminution du nombre de députés, nous dirons : attention. Cela aurait en effet pour conséquence d'affaiblir notre régime et de déliter le lien entre députés et citoyens avec des circonscriptions de plus de 250 000 habitants. (*Exclamations sur les bancs LR.*)

La représentation des territoires ruraux se trouverait en grave danger.

**M. Marc Le Fur.** Tout à fait !

**M. Christian Jacob.** Nous dirons également attention s'agissant de la remise en question de l'immunité parlementaire. Cette immunité est indissociable de notre statut, pas depuis 1958, mais depuis la Révolution française, lorsque Mirabeau a posé le principe intangible de la protection des députés contre le pouvoir autoritaire.

Toutes les constitutions républicaines depuis 1791 ont veillé à garantir cette protection qui assure également notre indépendance. La France moderne a besoin d'un Parlement fort et respecté : elle a besoin de parlementaires indépendants, libres et protégés. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

**M. Jean-Luc Reitzer.** C'est le bon sens !

**M. Christian Jacob.** Monsieur le Premier ministre, vous ne construirez rien de durable sans le Parlement, sans l'ensemble des parlementaires, ceux de votre majorité, censés vous soutenir, mais aussi ceux de l'opposition qui feront vivre le débat démocratique.

Nous serons ces députés à la fois force de proposition et fer de lance d'une opposition solide quant à ses convictions et ferme sur son socle de valeurs. Une opposition, monsieur le Premier ministre, qui vous jugera sur vos actes. Une opposition qui n'avancera jamais masquée et par conséquent ne votera pas la confiance à votre gouvernement. *(Les députés du groupe LR se lèvent et applaudissent longuement.)*

**M. le président.** La parole est à M. Marc Fesneau, pour le groupe du Mouvement Démocrate et apparentés.

**M. Marc Fesneau.** Monsieur le président, monsieur le Premier ministre, mesdames et messieurs les ministres, mes chers collègues, avec l'élection du Président de la République et de l'assemblée que nous constituons, les Français ont fait le choix d'une alternance véritable et d'un bouleversement du paysage politique que nous connaissions depuis des décennies.

Ce bouleversement n'est pas le fruit du hasard, mais la conséquence directe d'années d'échecs, de promesses non tenues, d'incapacité à conduire les réformes profondes que le pays attendait. Finalement, ce choix nous oblige tous.

Monsieur le Premier ministre, le gouvernement que vous conduisez s'inscrit pleinement dans cette volonté de recomposition de notre vie politique à laquelle vous avez pris toute votre part en dépassant les clivages stériles, artificiels et finalement inefficaces.

Nous siégeons ici avec la modestie de ceux qui connaissent – pour en avoir été témoins – les échecs du passé, et avec l'ambition ferme, monsieur le Premier ministre, de ceux qui entendent rompre avec le mal français des alternances inutiles, des rendez-vous manqués et des espoirs déçus.

Un mot, à ce stade, de la recomposition politique à l'œuvre : j'entendais avec un peu d'étonnement hier, lors du Congrès, certains de nos collègues parlementaires douter de son efficacité ou de sa lisibilité. Dépasser les clivages anciens – ce ne sont pas là des mots creux –, ce n'est pas renoncer aux différences ni affadir les débats. C'est rassembler ceux qui, sur les grands enjeux essentiels, pensent, depuis bien longtemps, la même chose et qu'une bipolarisation artificielle avait jusque-là séparés et empêchés de travailler ensemble. *(Applaudissements sur les bancs du groupe MODEM et sur de nombreux bancs du groupe REM.)* C'est au contraire, en définitive, apporter de la clarté et constituer la majorité et les oppositions autour des véritables lignes de fracture qui existent entre nous.

Alors, monsieur le président Olivier Faure, je ne sais pas si la politique qui va être menée sera de droite et de gauche : vous l'appellerez comme vous voudrez, selon les schémas anciens que vous reprenez et dans lesquels les Français ne reconnaissent plus.

Cette politique est en tout cas au service de la France et de son redressement : c'est bien cela, et uniquement cela, qui compte. Il y a un cap clair, tracé à partir d'un constat et d'ambitions partagées par la majorité et par le gouvernement, il y a un contrat avec la nation. De ce point de vue, si l'on se réfère à l'histoire politique récente, il s'agit d'une nouveauté. *(Applaudissements sur les bancs du groupe MODEM et sur de nombreux bancs du groupe REM.)*

Monsieur le Premier ministre, la première tâche de votre gouvernement et de cette nouvelle assemblée est de retrouver la confiance de nos concitoyens. Cette confiance sera rétablie à deux conditions. La première est de modifier nos pratiques et notre rapport à la démocratie. C'est tout le sens de notre soutien au projet de loi pour la confiance dans notre vie démocratique qui sera débattu prochainement et auquel nous sommes très attachés.

Cela va de pair avec la réforme institutionnelle évoquée hier par le Président de la République : meilleure représentativité des grands courants de la vie politique, réduction du nombre des parlementaires avec, en corollaire, un renforcement de leurs moyens car il ne faudrait pas céder à la démagogie et à l'ambiance inquisitoriale du moment, amélioration des procédures. Tout cela va dans le bon sens.

La deuxième condition a trait à la méthode et à l'état d'esprit tant de notre action parlementaire que de votre gouvernement, monsieur le Premier ministre, avec une nouvelle alliance de la loi et du contrat, du dialogue et du respect, le refus de l'anathème. En résumé, il s'agit d'une stratégie du dépassement des antagonismes que nous connaissons.

Mais rétablir la confiance n'est pas seulement affaire d'institutions ni de méthode. En effet, rétablir la confiance, c'est aussi croire en notre économie, en nos entreprises et en leur faculté à assurer la prospérité de notre pays et de nos concitoyens. C'est également réconcilier la France avec ses entrepreneurs et porter sur eux un regard autre que convenu et, disons-le, tellement caricatural ; c'est conjuguer compétitivité et justice sociale en soulignant l'indivisibilité des enjeux économiques et sociaux. Il faut libérer l'activité en permettant à ceux qui peuvent et qui veulent entreprendre de pouvoir le faire, leur donner de l'autonomie, de la liberté et même la possibilité d'échouer car c'est à ce prix-là que l'on leur offre aussi la possibilité de réussir. C'est pourquoi nous vous soutiendrons lors de l'examen du projet loi sur le renforcement du dialogue social comme de l'ensemble des réformes qui, dans les mois à venir, consolideront ce texte pour lutter résolument contre le chômage.

Au-delà des postures d'appareil, essayons, sans dogmatisme ni idéologie, de voir ce qui fonctionne, ce qui ne marche pas ou ne marche plus.

Rétablir la confiance, c'est aussi rétablir l'équilibre de nos comptes publics. Il faut le faire vis-à-vis de nos financeurs bien sûr, de nos partenaires européens bien évidemment, mais peut-être en premier lieu, et sur le fond, vis-à-vis des générations futures car il y va de leur confiance. Comment trouverions-nous en effet le moindre crédit politique auprès des jeunes générations si on ne leur offre comme seule perspective que le remboursement de dettes dont elles ne sont pas comptables ? Cette dette-là, comme la dette écologique, est terrible parce que, si elle n'est pas apurée, elle privera ceux qui nous succéderont de toute capacité à agir et, en définitive, de tout espoir – la dette écologique les privant, elle, tout simplement de la possibilité de vivre.

Régler la question de la dette n'est donc pas une question comptable : c'est d'abord, et avant tout, une question morale vis-à-vis des Français et en particulier des plus jeunes d'entre eux. Dans la droite ligne de nos engagements anciens, nous soutiendrons donc toutes les initiatives que vous avez, monsieur le Premier ministre, annoncées pour remettre de l'ordre et de la cohérence dans nos finances publiques.

Nous devons le faire tout en gardant le cap des engagements pris devant les Français, notamment sur le pouvoir d'achat et les investissements publics, par exemple dans le

domaine de la transition énergétique. Monsieur le Premier ministre, je vous remercie d'avoir tout à l'heure réaffirmé le cap des réformes.

Rétablir la confiance, c'est aussi s'adresser aux Français de tous les territoires. Élu, comme nombre d'entre nous, d'un territoire à la fois urbain et rural, j'assume cette complémentarité et en suis fier. Je n'oppose pas les deux et mets en garde contre la tentation de le faire. Veillons à ce que ne se construisent pas deux France que leur fonctionnement rendrait irréconciliables : une France pleinement partie prenante de la mondialisation et une France rurale, mais aussi urbaine, qui se verrait cantonnée au seul rôle de spectatrice du monde.

Pour ces territoires, la puissance publique, dans des formes qu'il nous faudra renouveler, devra s'exercer pleinement. L'on n'imagine jamais assez le sentiment terrible de déclassement que ressentent les habitants d'un village ou d'un quartier lorsqu'ils voient leur dernier médecin partir, leur école fermer ou leur dernier commerce disparaître. (*Applaudissements sur les bancs des groupes MODEM et REM.*)

Nous avons, parallèlement, besoin de redonner à chaque territoire sa fierté en lui donnant un rôle, j'allais dire une vocation, dans la production de richesses nationales. L'identité d'un territoire tient en effet à son identité économique, aux savoir-faire de ses ouvriers, de tous ses salariés et de tous ses entrepreneurs. Les potentialités offertes par les technologies du futur, par les défis énergétiques et alimentaires ainsi que par l'émergence d'une nouvelle économie sont autant d'opportunités à saisir pour peu que nous ayons une véritable stratégie économique territoriale et une politique cohérente d'aménagement du territoire.

Rétablir la confiance, c'est enfin retrouver et redonner du sens à notre destin européen. Parler d'Europe c'est en effet, comme vous l'avez rappelé, monsieur le Premier ministre, parler du destin de la France.

Nous ne sous-estimons pas les imperfections du système européen, en particulier la question de sa légitimité démocratique, qui doit être renforcée. Si elle veut retrouver son crédit auprès des peuples, l'Europe doit se saisir principalement des sujets qui justifient d'une stratégie et d'une politique européennes. Grandes politiques industrielles, sécurité commune, climat, défense européenne, convergence économique et sociale : tels sont les enjeux à inscrire d'urgence à l'agenda européen.

Monsieur le Premier ministre, j'aurais voulu vous parler d'éducation et de culture, parce que la société que nous avons à construire procède, en premier lieu, de cela. J'aurais également voulu vous parler de santé et de solidarité, car il s'agit là à la fois d'un défi et d'un devoir envers les plus fragiles. Nous aurons l'occasion, au cours des travaux parlementaires, de nous retrouver sur ces sujets, mais sachez que notre groupe sera pleinement actif et investi sur ces thématiques essentielles.

Monsieur le Premier ministre, la confiance que le groupe du Mouvement Démocrate et apparentés s'appête à voter à votre gouvernement est forte. Elle est loyale, elle est exigeante, tant les défis sont nombreux. Elle est forte de tous les espoirs que portent les Français pour que notre pays retrouve fierté et optimisme : c'est aussi, d'une certaine façon, en leur nom que nous allons voter en ce sens. (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe MODEM, dont les membres se lèvent, et du groupe REM.*)

**M. le président.** La parole est à M. Stéphane Demilly, pour le groupe Les Constructifs : républicains, UDI, indépendants.

**M. Stéphane Demilly.** Monsieur le président, monsieur le Premier ministre, mesdames et messieurs les membres du Gouvernement, chers collègues, je souhaite, dans un premier temps, monsieur le Premier ministre, au nom de mon groupe, vous adresser nos sincères félicitations pour votre nomination comme Premier ministre de la France. Nous vous souhaitons, dans l'intérêt de notre pays et de nos concitoyens, une pleine réussite.

Mon propos s'articulera autour des trois idées fortes qui ont présidé à la création de notre groupe parlementaire composé d'élus de la droite et du centre : d'abord, le souhait d'être constructif, ensuite, la liberté de penser, enfin, le discours de la vérité.

De tous les actes politiques, le plus complet est effectivement d'abord celui de construire. Le progrès ne peut pas être hémiplégique : essayons, dès lors, de construire tous ensemble un présent dont nous serons fiers demain.

Benjamin Disraeli disait : « Nul gouvernement ne peut être longtemps solide sans une redoutable opposition ». Cette opposition doit donc être respectée – ce que l'on oublie parfois quand il y a une majorité très large – mais elle doit aussi, pour être profitable au pays, être intelligente.

Je pense comme contre-exemple à ceux qui se sont toujours opposés aux réformes des retraites. Où en serions-nous aujourd'hui si nous les avions écoutés ? Je pense aussi, bien entendu, à ceux qui se sont opposés avec une rare violence dans cet hémicycle à la loi Veil sur l'avortement.

Avec le recul, on voit bien que l'opposition systématique, arrogante et ne se complaisant que dans des rapports de force, est absurde et même dangereuse : rien n'est en effet plus rare que le discernement dans la négation. Être toujours négatif, suspicieux et méprisant n'est pas et n'a jamais été un moteur de progrès ! Les tenants d'une opposition de principe devraient d'ailleurs méditer cette pensée selon laquelle toute vérité franchit en général trois étapes : elle est d'abord ridiculisée, puis fait l'objet d'une vive opposition, et, enfin, est considérée comme ayant toujours été une évidence.

Dans notre groupe parlementaire, qui se veut un laboratoire de la nouvelle politique, nous avons le privilège, particulièrement rare, de ne pas, ou plutôt de ne plus, être enfermés dans des carcans partisans.

D'ailleurs, au-delà d'un groupe parlementaire, ce qui nous réunit chez les Constructifs, c'est un état d'esprit : celui de ne pas raisonner de façon archaïque dans un monde qui bouge vite. Nous ne sommes pas des idéologues. Forts de nos expériences locales – denrées devenues plus rares dans l'hémicycle –, nous sommes des pragmatiques, qui considérons qu'une bonne idée, juste et efficace, d'où qu'elle vienne, n'a pas d'odeur, et qu'elle doit tout simplement être mise en œuvre ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes LC, REM et MODEM.*) Nous assumerons donc pleinement notre rôle de parlementaires, en toute indépendance, sans parti pris et sans a priori. J'espère, mes chers collègues, que vous serez nombreux à nous rejoindre dans cette voie vertueuse, qui participe à la modernisation et au dynamisme de notre vie politique. (*Exclamations sur quelques bancs du groupe LR.*)

**M. Frédéric Reiss.** Ça ne tiendra pas !

**M. Stéphane Demilly.** Le Parlement doit être une lumière pour l'intelligence; nous devons y réenchanter le débat politique.

En liaison avec ce qui vient d'être dit, le deuxième trait de caractère de notre groupe est la liberté de penser. Nous avons décidé de nous affranchir des jeux politiques partisans et stériles, et nous nous prononcerons selon notre libre arbitre, notre conscience et les valeurs que nous portons.

**Mme Marie-Christine Dalloz.** Ça, c'est à voir!

**M. Stéphane Demilly.** Un élu politique doit être capable de s'élever au-dessus des facilités manichéennes pour définir sa conduite en toute sérénité. Avec le recul, nous avons appris qu'il fallait se méfier des professionnels de la vérité, la quantité de certitudes étant souvent un bon indicateur du niveau d'ignorance. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LC.*)

**M. Thierry Benoit.** Eh oui!

**M. Stéphane Demilly.** Un enseignement que nous devons tirer du message fort que nous ont adressé les Français est que trop souvent les partis politiques sont en retard sur les idées.

Cette liberté de penser et de dire nous permettra d'accompagner sans retenue votre volonté affichée d'accélérer la transition écologique et énergétique. Nous prendrons part à ce débat essentiel en formulant des propositions ambitieuses et crédibles, et en suivant de près la réalisation de grandes infrastructures dont l'intérêt économique et environnemental a été maintes fois démontré.

Vous pourrez aussi compter sur nous pour soutenir les réformes de notre système éducatif et toutes les mesures visant à accroître l'égalité des chances au sein de notre jeunesse.

**Mme Marie-Christine Dalloz.** Il faudrait surtout faire plus simple!

**M. Stéphane Demilly.** Cette liberté de penser et de dire nous fera porter un regard critique sur votre souhait de réformer le droit du travail par ordonnances. Si nous pensons, nous aussi, que le droit du travail doit être simplifié rapidement et que les accords d'entreprise devraient être renforcés et la place des branches redéfinie, il nous semble néanmoins difficilement acceptable que cela se fasse sans que la représentation nationale puisse en débattre sereinement. C'est pourquoi nous vous demandons d'associer les différents groupes parlementaires à l'élaboration des ordonnances. (*Exclamations sur les bancs du groupe FI.*)

**M. Alexis Corbière.** Amusant!

**M. Stéphane Demilly.** Cette liberté de penser et de dire nous amènera à nous opposer nettement au projet d'augmentation de la contribution sociale généralisée, qui, en l'état, conduirait à pénaliser les retraités et les professions libérales. De même, nous considérons que le projet de suppression de la taxe d'habitation risque d'asphyxier davantage encore des milliers de communes déjà soumises par l'ancien gouvernement à une diète budgétaire sans précédent. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LR.*)

**M. Frédéric Reiss.** C'est vrai!

**M. Laurent Furst.** Très bien!

**M. Stéphane Demilly.** Profondément attachés à la décentralisation et à l'autonomie des collectivités territoriales, nous ne pouvons accepter cette dépendance supplémentaire vis-à-vis de l'État. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LC.*)

Nous serons donc libres de nos propos, libres de nos positions, libres de nos votes. Cette liberté que nous revendiquons prendra forme dès aujourd'hui, puisque, au sein de notre groupe, certains voteront la confiance tandis que d'autres – la majorité – s'abstiendront. Entre le panurgisme rabelaisien et la critique pavlovienne, notre groupe, comme Jean-Louis Borloo l'avait dit à cette même place il y a cinq ans, sera la vigie lucide, indépendante et exigeante de cette législature! (*« Très bien! » et applaudissements sur les bancs du groupe LC.*)

**M. Laurent Furst.** Vive l'UDI! (*Sourires.*)

**M. Stéphane Demilly.** La volonté d'être constructif; la liberté de penser; enfin, troisième valeur forte de notre groupe parlementaire: la volonté de vérité.

L'exigence de vérité sous-tend une exigence de savoir. On ne peut pas décider des lois de la République sans la connaissance nécessaire. Les élus politiques ont le devoir de savoir, de comprendre et de dire la vérité à leurs concitoyens, dans la mesure où ils ont été élus pour les représenter. La clef du redressement sera d'abord un constat partagé.

Pierre Mendès France le disait très bien: « Le citoyen doit comprendre qu'au-dessus des intérêts particuliers, même très respectables, l'intérêt général doit toujours dominer: c'est le civisme ». Pour notre groupe, cette exigence de vérité, et de vérité partagée, est fondamentale.

Je pense tout particulièrement à la situation financière de notre pays, dont la Cour des comptes vient de nous rappeler la triste réalité – ou plutôt, pardonnez ce pléonasme, la vraie réalité! Nous vous invitons à prendre des mesures fortes afin de ramener notre déficit public sous la barre des 3 %, conformément à nos engagements européens, et cela dès 2017.

Notre dette est tellement astronomique qu'on finirait par penser qu'elle n'est que théorique et virtuelle. Pourtant, il faut regarder la vérité en face, car la cacher, la masquer ou la travestir, c'est prendre le risque, si elle est découverte, d'un ressentiment violent dans la population, qui aura eu le sentiment légitime d'avoir été infantilisée et trompée.

La vérité, c'est aussi rappeler que notre avenir sera européen ou qu'il ne sera pas. Il faut réinventer l'Europe, refonder l'idéal européen qui avait, pour reprendre ses propos, réconcilié Simone Veil avec le XX<sup>e</sup> siècle – comment ne pas penser à cette grande dame aujourd'hui? Il faut faire de l'Europe un bouclier contre les menaces mondiales, et contre la menace intérieure d'un nationalisme exacerbé qui mènerait au déclin intellectuel et économique.

La vérité, c'est aussi nos quartiers délaissés, avec la quasi-disparition de la politique de la ville, c'est une agriculture aux abois, avec les inacceptables impayés de la politique agricole commune,...

**M. Yannick Favennec Becot.** Très bien!

**M. Stéphane Demilly.** ...c'est une ruralité méprisée, humiliée et abandonnée: abandonnée financièrement, abandonnée médicalement, abandonnée par les services publics, par les opérateurs du téléphone et de l'internet; une ruralité qui ne peut se faire entendre qu'en manifestant démocratiquement dans l'extrême. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LC.*)

**M. Laurent Furst, M. Patrick Hetzel et M. Frédéric Reiss.** Très bien!

**M. Stéphane Demilly.** Écoutons ce coup de colère et n'oublions pas, comme le rappelait Francisco de Goya, que le sommeil de la raison engendre des monstres! Et comme

dénoncer sans proposer est sans intérêt, nous vous soumettons une idée simple : la création d'une Agence nationale de la rénovation rurale, afin de prendre à bras-le-corps le problème! (« Bravo! » et applaudissements sur les bancs du groupe LC.)

**M. Laurent Furst.** Bonne idée!

**M. Stéphane Demilly.** La vérité, c'est la nécessaire révolution numérique de notre société : il existe un réel risque de perte de souveraineté économique, sécuritaire et sociétale face aux géants étrangers, notamment américains.

La vérité, c'est notre magnifique outre-mer, qui renferme 80 % de notre biodiversité et représente 97 % de notre espace maritime. Cet outre-mer sera confronté, dans les semaines qui viennent, à des décisions lourdes de conséquences – je pense tout particulièrement à la Nouvelle-Calédonie. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LC.*)

Quand on demandait à Kant si l'on vivait déjà dans l'époque des lumières, une époque vraiment éclairée, il répondait : « Non, mais dans une époque en voie d'éclaircissement. ». Telle doit être notre vocation, à nous les parlementaires : recommencer tous les jours le travail de construction d'une société meilleure, en préservant l'héritage du passé, en faisant preuve d'innovation, de réalisme, d'écoute, de sens critique et de discernement.

Le discernement : nous aimons ce mot en politique ! Et c'est ce que nous appliquerons, avec notre groupe, dans notre groupe ; ce sera un groupe d'opposition éclairée, à la plus-value constructive, un groupe libre, attaché à la vérité, un groupe, enfin, qui n'aura qu'un seul objectif : faire gagner la France! (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe LC.*)

**M. le président.** La parole est à M. Olivier Faure, pour le groupe Nouvelle gauche.

**M. Olivier Faure.** Monsieur le président, monsieur le Premier ministre, mes chers collègues, notre assemblée s'est profondément renouvelée. Au nom de la très légère antériorité qui me distingue, je souhaite à chacun d'entre vous la bienvenue. Certains ont pu moquer le noviciat d'une part de cette assemblée ; ils ont eu tort. Ils ont eu tort, d'abord parce que pour nombre d'entre vous, ce noviciat cache une très longue expérience de la vie politique...

**M. Laurent Furst.** Excellent!

**M. Olivier Faure.** ...et, surtout, parce que nous sommes tous ici par la volonté du peuple, donc investis d'une légitimité identique, indépendante de nos états de service antérieurs.

**M. Guillaume Garot.** Très bien!

**M. Olivier Faure.** Pour dire les choses autrement, le désir de changement a emporté nombre de femmes et d'hommes qui avaient encore beaucoup à dire et à apporter à notre pays. (*Applaudissements sur les bancs du groupe NG et sur plusieurs bancs du groupe LR.*) À vous de montrer que vous saurez les remplacer dignement!

En mai, puis en juin, les Français ont choisi de donner une légitimité au nouveau pouvoir, soit, par leur vote, en affichant leur consentement, soit, par leur abstention, en ne lui opposant pas de résistance *a priori*. Jusqu'ici, les Français vous ont donc suivis sans tout à fait vous suivre ; ils ont marché, plutôt qu'ils se sont mis en marche.

Votre majorité est la plus large de l'histoire de la Ve République, mais votre socle électoral est aussi le plus faible. Les Français souhaitent donner sa chance à cette

nouvelle expérience, mais leur scepticisme est aussi fort que leur adhésion. Peut-être en leur for intérieur entendent-ils la voix d'Arletty, dans *Les enfants du Paradis*, leur souffler que « la nouveauté, c'est vieux comme le monde » ? Mais le propre de toute nouvelle majorité est de penser que tout commence avec elle : c'est l'enthousiasme des premiers jours, la fougue aveugle des commencements.

**Mme Bérengère Poletti.** C'est vrai!

**M. Olivier Faure.** Finalement, qu'avez-vous dit à nos compatriotes ? Que vous vouliez opposer aux mythes fanés du vieux monde les rythmes, la couleur d'un monde nouveau dont vous auriez les clefs ; qu'il y aurait dans cette confrontation quelque chose de fécond ; que le clivage entre anciens et modernes était désormais le seul pertinent et qu'il devait remplacer celui, dépassé, entre la gauche et la droite ; qu'il n'y aurait plus rien entre un hypercentre progressiste et des périphéries dangereuses. Mais le progressisme n'appartient à personne : ni à vous ni à moi. Chacun peut s'en revendiquer ; ses contours sont aussi flous que ceux de la modernité. Qu'est-ce que le progrès ? Qu'est-ce qui est moderne ? La pensée écologiste est venue interroger utilement ces notions. La nouveauté n'est pas toujours le progrès ; elle porte une part d'artifice et d'illusion. Gardons-nous donc de la fuite en avant qui substituerait à l'alternance entre la gauche et la droite une alternance entre le neuf et le vieux, car viendra un jour où le neuf prendra l'apparence du monstre et où ce sera au nom de valeurs séculaires que nous devrons, ensemble, le repousser.

**M. Frédéric Reiss.** Très bien!

**M. Olivier Faure.** Ce qui compte, pour nos concitoyens, c'est le travail, qui donne à chacun une dignité, c'est la reconnaissance de leur contribution à la création de richesse, c'est ce qui les libère des charges de la vie courante, c'est la protection de la qualité de vie, la préservation de leur santé, la garantie de leur sécurité, la possibilité de s'émanciper de leur condition, un véritable droit à l'avenir pour leurs enfants. En ces matières, il y a un bilan, auquel le Président de la République a pris part : la priorité absolue donnée à l'éducation, la volonté d'ouvrir l'accès aux soins à tous grâce au tiers payant généralisé, la possibilité de se former tout au long de sa vie avec des droits ouverts dans un compte personnel d'activité, la possibilité de conserver les droits acquis à l'assurance chômage lorsqu'on retrouve un nouvel emploi, le droit à la retraite à soixante ans pour les carrières longues, la reconnaissance de la pénibilité du travail pour fixer l'âge de départ à la retraite, la lutte contre le réchauffement climatique, avec le succès international de la COP21, l'engagement courageux de nos troupes contre le terrorisme. Ce bilan, je ne crains pas de dire que j'en suis fier, de même que je ne crains pas de dire qu'en 2012, il fallait aussi restaurer les taux de marge des entreprises françaises, qui étaient parmi les plus faibles d'Europe, parce que c'est ainsi que se financent l'investissement, la recherche, le développement, le renouvellement de l'appareil productif, la formation. La gauche, ce n'est pas l'archaïsme!

**M. Aurélien Pradié.** Ça, ce n'est pas sûr!

**M. Olivier Faure.** Certes, nous n'avons pas tout réussi. Nous n'avons pas toujours été assez loin. Nous n'avons pas toujours su expliquer ce que nous faisons, ni pourquoi nous le faisons. Nous nous sommes beaucoup divisés ; comme toujours, nous avons d'abord regardé ce qui n'avait pas été fait avant de nous féliciter de ce qui l'avait été. Pourtant, des nouvelles règles européennes de supervision bancaire à la taxation du capital au même niveau que le travail, en passant par la loi de séparation bancaire, nous n'avons jamais cessé d'avancer.

En rappelant ces décisions méconnues ou déjà oubliées, j'espère m'être fait mieux comprendre sur le sens que nous donnons au mot « progrès ». Hier, le Président de la République a prononcé la phrase suivante : « Il sommeille en chacun de nous un cynique. » En la matière, mes chers collègues, le cynisme consisterait à revenir, au nom d'un monde nouveau, sur ces belles avancées ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe NG.)*

Le cynisme consiste aussi à surjouer, comme vous venez de le faire, monsieur le Premier ministre, le coup très classique du bilan en matière de déficit. Je ne reviens pas sur l'action d'une majorité que vous avez soutenue et qui ne fut pas exemplaire en la matière. Ce jeu-là n'apporterait rien au débat. Mais préparer vos renoncements et justifier vos coupes claires par notre bilan relève de la mystification.

Pendant la campagne présidentielle, j'ai entendu Emmanuel Macron, qui n'était encore que candidat, se revendiquer de l'œuvre de figures illustres qui ont marqué notre pays. Il ne serait donc justice qu'à votre tour, monsieur le Premier ministre, vous vous revendiquiez de son bilan au ministère de l'économie et des finances.

**M. Christian Hutin.** Tout à fait !

**M. Olivier Faure.** Mais parlons d'avenir ! Monsieur le Premier ministre, vous sollicitez la confiance de notre assemblée. Je veux d'abord vous dire mon estime personnelle. Elle est réelle, elle est ancienne, mais elle n'est pas politique. Vous vous êtes donc mis en marche. Comme je vous sais homme de conviction et homme de droite – ce qui n'est pas incompatible –,...

**M. Laurent Furst et M. Patrick Hetzel.** Heureusement !

**M. Olivier Faure.** ...je me dis que vous n'avez pas accepté Matignon pour le simple plaisir d'ajouter votre nom à celui de vos prédécesseurs. Quelle sera donc votre marque ? La République en marche se veut ambidextre, mais, pour l'instant, elle a surtout été ambiguë. *(Applaudissements sur les bancs du groupe NG.)*

**M. Laurent Furst et M. Patrick Hetzel.** Bravo !

**M. Olivier Faure.** De quelle main écririez-vous donc la politique de la nation dont vous avez désormais la charge ?

Vous voulez transformer l'école, nous aussi ! Mais à la lumière de vos premières annonces, le progrès pour tous sera-t-il au rendez-vous ? Il est permis d'en douter quand montent les inquiétudes, non sur le principe du dédoublement des classes de cours préparatoire, le CP, mais sur ses modalités, dangereusement improvisées. Pourquoi donc n'avez-vous pas commencé par évaluer avant d'évoluer ? Hier, nous avons pourtant compris que c'était là la méthode que le président de la République souhaitait employer, et son discours ne peut être une communication sans lendemain.

**M. Laurent Furst.** Exactement !

**M. Olivier Faure.** Vous souhaitez faire évoluer l'organisation du travail, nous aussi ! Pour ce faire, vous voulez renforcer l'indemnisation du chômage pour tous et ouvrir de nouveaux droits à la formation professionnelle : nous aussi ! Le monde du travail est prêt au dialogue. Vous avez engagé une concertation, très bien ! Mais pourquoi diable devrait-elle s'arrêter aux portes du Parlement ?

**Mme Delphine Batho.** Très bien !

**M. Olivier Faure.** Vous décrêtez l'urgence sur la loi d'habilitation à prendre des ordonnances, qui ne contiendra que des mesures de dérégulation et ne créera aucune nouvelle

protection. Avec vous, l'urgence, c'est la flexibilité. La sécurité, elle, peut attendre. Au lieu de ce débat tronqué, il aurait été possible d'organiser un vrai débat parlementaire permettant de simplifier sans détruire et de favoriser la mobilité par l'institution de nouvelles sécurités professionnelles.

Vous souhaitez augmenter le salaire net des salariés, nous aussi ! Mais vous prévoyez de compenser cette hausse par une baisse du pouvoir d'achat des retraités, qui paieront davantage de CSG à partir de 1 200 euros de pension, et d'exonérer simultanément les actionnaires de l'impôt sur la fortune. Vous pourriez au contraire utiliser la créativité de vos services pour mettre en place une CSG dégressive, qui s'appliquerait, elle, à tous les revenus et pensions. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe NG.)*

Vous voulez supprimer partiellement l'impôt injuste qu'est la taxe d'habitation, nous aussi ! Mais votre volonté s'est visiblement émoussée et vous venez de renvoyer cette mesure à 2022, alors même qu'elle devait, pour les retraités modestes, compenser la hausse de la CSG. Nous vous proposerons une réforme de l'impôt sur le revenu qui ouvrira un crédit d'impôt pour les 80 % de contribuables que vous souhaitiez exonérer de taxe d'habitation. Cela est possible immédiatement, sans pénaliser les collectivités locales.

**M. Jean-Louis Bricout et Mme Valérie Rabault.** Très bien !

**M. Olivier Faure.** Vous souhaitez approfondir la démocratie, nous aussi ! (« Ah ! » sur les bancs du groupe FI.)

Le président de la République en a esquissé les contours hier : sur l'indépendance de la justice, nous serons là ; sur le nouveau rôle confié au Conseil économique, social et environnemental, nous partageons la volonté du président de la République ; sur le non-cumul des mandats dans le temps, nous avons nous-mêmes avancé cette proposition. Nous appelons cependant au discernement de chacun sur la réduction du nombre de parlementaires élus au scrutin majoritaire. Nous y reviendrons plus tard, et je n'approfondis pas maintenant cette question.

Monsieur le Premier ministre, nous partageons nombre de vos objectifs, mais nous ne mettons pas forcément les mêmes décisions derrière les mêmes mots. La recherche du compromis n'est pas condamnable ; ce qui l'est, c'est de laisser penser qu'il n'y a plus qu'une seule réponse possible, celle d'une nouvelle pensée unique. Le compromis est la rencontre de points de vue différents, opposés, qui s'accordent sur une réponse provisoire tenant compte d'une situation, d'un rapport de forces, des nécessités ou de la réalité. Cette majorité affiche sa volonté de participer au renouveau de la vie politique ; nous voulons en accepter le présage et ne pas condamner par principe, par réflexe ou par sectarisme. Nous jugerons en retour et sur pièces la volonté d'en finir avec les majorités caporalisées et les débats verrouillés. Nous verrons alors si vos proclamations sont effectives ou si elles ne sont que la traduction moderne d'une langue morte. C'est la raison pour laquelle le groupe Nouvelle Gauche a choisi de s'abstenir. *(Exclamations sur les bancs du groupe FI et sur quelques bancs du groupe LR.)*

Cette abstention dit notre liberté, celle de vous approuver comme celle de vous combattre. *(Applaudissements sur les bancs du groupe NG.)*

**M. le président.** J'invite tous les orateurs à respecter les temps de parole fixés par la Conférence des présidents.

La parole est à M. Jean-Luc Mélenchon, pour le groupe La France insoumise.



**M. Jean-Luc Mélenchon.** Monsieur le président, monsieur le Premier ministre, mesdames et messieurs, jusqu'où et jusqu'à quand notre patience sera-t-elle encore abusée? La France insoumise attendait avec intérêt et concentration votre discours, monsieur le Premier ministre, le seul qui compte, puisqu'il sera suivi d'un vote solennel, sans lequel vous ne pourriez pas gouverner. Et puis, nous avons eu deux longs post-scriptum du discours du président de la République durant deux heures. Pourquoi pas? Mais moi je n'ai que dix minutes.

Que reste-t-il de l'apparence même d'un débat parlementaire dans de telles conditions? Je veux vous le dire pour vous rendre hommage, votre discours mérite mieux que dix minutes de commentaires, mais je n'ai pas non plus de temps pour vous faire des compliments. (*Rires sur plusieurs bancs.*)

J'avais prévu de convaincre; j'en reporte le projet, car je dois me contenter d'informer et de dénoncer. Nous ne voterons pas le soutien au Gouvernement, vous le saviez.

**M. Patrick Hetzel.** Quelle surprise!

**M. Jean-Luc Mélenchon.** Nous serons le seul groupe dont aucun des membres ne votera ce soutien, je veux le souligner. Mais nous ne voulons pas être seulement votre opposition, nous nous présentons comme l'alternative au monde que vous représentez.

Il faut qu'il y en ait une, car le sol se dérobera bientôt sous vos pieds. Dans un pays de longue tradition démocratique et dans une nation aussi politique que la France, quand 55 % du peuple fait la grève du vote pour les élections législatives – et ceci nous concerne nous aussi –, agir comme vous le faites revient à tirer un feu d'artifice dans une poudrière! Car vous croyez dominer la situation en cherchant à passer en force sur des sujets essentiels, qui touchent au cœur même de la nation et de son existence. Vous entrez dans le régime du coup de force permanent, et cela non pour changer d'urgence les recettes libérales qui nous ont conduits au désastre actuel, mais pour au contraire en élargir sans limite les domaines d'application. Cette ligne moyenne européenne que vous ne cessez d'évoquer est la ligne de flottaison en dessous de laquelle sont tirées les munitions qui coulent la nation, détruisent son État et ses services publics, étranglent la Grèce et condamnent au sous-développement tout le Vieux continent. Nous n'avons pas élu Mme Merkel! (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*)

**M. Jean Lassalle et M. Nicolas Dupont-Aignan.** Très bien!

**M. Jean-Luc Mélenchon.** Nous n'avons que faire d'une politique de l'offre et de la contraction de la demande. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Le pays est d'abord riche de ses demandes.

Coup de force, vous vous donnez huit jours dans cette assemblée pour disposer par le moyen des ordonnances du droit de renverser tout l'ordre public social de notre pays et sa hiérarchie des normes.

Huit jours pour abolir les résultats de cent ans de luttes et de compromis sociaux. De mai 1936 à mai 1968, en passant par le Conseil national de la Résistance, vous voulez tout disloquer en deux votes. Nous appelons cela un coup d'État social. Et nous, parlementaires, nous n'aurions pas le droit de toucher à une seule ligne ni à une seule virgule de ces textes qui, pour nous, sont tant de choses?

Qui vous a demandé de le faire, sinon le MEDEF, organisation sans représentativité qui accapare la parole de tous les patronats, pourtant aussi divers que les entreprises? Le

peuple des métiers, celui qui crée seul toute la richesse de la patrie, aspire à autre chose: de la visibilité dans la vie professionnelle, de la sécurité, des bonnes payes, des retraites décentes. Il demande la fin du scandale des 9 millions de personnes réduites à la pauvreté dans la cinquième puissance du monde, des 565 morts par an au poste de travail, des 1 200 personnes qui décèdent chaque année de maladies professionnelles,...

**M. Christian Hutin.** Tout à fait!

**M. Jean-Luc Mélenchon.** ...des 31 000 enfants sans domicile fixe, des 2 000 morts dans la rue et des 2,5 millions d'illettrés dans la grande et splendide France. Comment cela est-il possible? N'est-ce pas là l'urgence des urgences?

Coup de force encore, cette fois-ci contre l'ordre démocratique du pays: vous pensez bouleverser tout le régime des libertés individuelles en moins d'un mois. Vous avez décidé de transposer dans le droit ordinaire les dispositions de l'état d'urgence. Le président de la République lui-même a dit qu'il fallait libérer le pays des contraintes de cet état d'urgence. Mais alors pourquoi le faire entrer dans la loi ordinaire? On nous promet que cela sera réservé aux terroristes; mais, vos prédécesseurs disaient de même! Or, 80 % des mesures effectives de privation de liberté prises dans ce cadre l'ont été contre des syndicalistes et des militants écologistes.

Pourquoi croire qu'il puisse en aller autrement dorénavant? Nous vous le redisons: l'état d'urgence permanent inscrit dans la loi ordinaire, c'est la victoire de l'ennemi, à la fois parce qu'il prend toute la société en otage par sa violence, mais aussi parce qu'il lui injecte ce recul des libertés qui constitue le cœur de son projet et le contraire du nôtre sur tous les bancs.

Coup de force en vue encore quand le président de la République menace les assemblées d'un plébiscite, si elles refusent de voter la réduction du nombre des parlementaires qu'il souhaite – sans nous expliquer pourquoi, d'ailleurs. Moins de députés, ce serait plus de démocratie? Ah, bon? Quoi? C'est trop de deux sièges en Ariège? Il y en avait cinq sous l'Ancien régime! Je vous mets en garde contre la démagogie antiparlementaire et l'instillation d'une méfiance généralisée contre les élus. (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI et sur quelques bancs LR.*)

Si vous voulez moraliser la vie politique du pays, châtiez les corrupteurs, chassez les fraudeurs du fisc (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI et du groupe GDR.*)...

...limitez les salaires indécentes des champions du CAC 40, interdisez les pantouflages, interdisez que l'on puisse être en même temps conseil d'une grande entreprise et représentant de la nation (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*)...

**Mme Valérie Rabault.** Très bien!

**M. Jean-Luc Mélenchon.** ...bref, limitez de toutes les façons possibles le pouvoir de l'argent et donnez au peuple lui-même le pouvoir de révoquer ses élus quand il le juge nécessaire. (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*)

Le référendum révocatoire, voilà le moyen terrible et simple d'installer en tout point la démocratie sous le contrôle du peuple.

Coup de force enfin, quand vous n'évoquez l'urgence écologique que pour mieux vous taire sur les urgences qui pourtant imposent des décisions immédiates. Je vous le dis avec toute la solennité possible, qui ne vous vise pas seulement vous, monsieur le Premier ministre, mais qui appelle les collègues sur tous les bancs à réfléchir: le nucléaire est dange-

reux. Nos centrales, qui ont fonctionné magnifiquement – et nous en remercions ceux qui les ont fait vivre jusqu'à présent et saluons leur travail – arrivent en fin de vie et vont devenir dangereuses. Statistiquement, elles le deviennent. Dès lors, monsieur le Premier ministre, c'est maintenant qu'il faut décider la fermeture des dix-neuf réacteurs qui arriveront en fin de vie dans le quinquennat. (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*)

**M. Éric Straumann.** Irresponsable !

**M. Jean-Luc Mélenchon.** Il le faut, et dans le même délai, passer aux énergies renouvelables, qui nous permettront, la France en a les moyens techniques et intellectuels, de passer à autre chose qu'au nucléaire sans rupture.

Enfin, je suis bien mari de savoir que vous avez cessé le combat contre les définitions des perturbateurs endocriniens arrêtés par la Commission européenne. La France s'honorait en résistant. C'est le moment pour moi de vous demander : comptez-vous en finir avec les OGM et les pesticides qui menacent et mettent en danger non seulement l'alimentation des êtres humains, mais, comme vous le savez, leur génération même ?

Voilà les mesures qu'il faudrait prendre et annoncer dès maintenant ! Et, enfin, j'évoquerais une mesure qui n'a jamais droit de cité à une tribune parlementaire : quand, dirons-nous, par mesure de civilisation, que nous sommes disposés à punir avec force le martyr des animaux dans une nation aussi développée et civilisée que la nôtre ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*)

Je n'ai que dix minutes et j'ai l'intention de m'y tenir. Monsieur le Premier ministre, on finirait par croire que vous êtes venus ici nous lire les notes de bas de page du Président de la République. Puisque celui-ci a invoqué contre nous Sieyès et Mirabeau – vous les avez à nouveau cités –, je rappellerai qu'ils n'ont été réunis que devant le Roi.

**M. Frédéric Reiss et M. Jean-Luc Reitzer.** Absolument !

**M. Jean-Luc Mélenchon.** Ce n'est pas notre cas et cela ne le sera pas avant longtemps, croyez-moi. Et il y aura bien du monde pour s'y opposer, s'il le fallait.

Mais, au premier chef, souvenons-nous que Capet, le 14 juillet 1789, avait écrit pour tout commentaire dans son journal privé : rien. (*Sourires.*) Méfiez-vous de ces riens, monsieur le Premier ministre. Méfiez-vous surtout des petits riens. (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*)

À Sieyès, nous prendrons la volonté de faire que le tiers état soit toute l'assemblée nationale. D'une façon ou d'une autre, nous en sommes l'avant-poste. À Mirabeau, nous emprunterons l'idée qu'étant ici par la volonté du peuple, les gens que l'on croise dans les gares et « qui ne sont rien » ont une réplique que j'aimerais, monsieur le Premier ministre, que vous acceptiez de faire connaître à monsieur le Président de la République. Les « riens » lui disent : « Nous ne sommes peut-être rien à vos yeux mais demain, nous serons tout ». (*Vifs applaudissements sur les bancs des groupes FI et GDR. Mmes et MM. les députés du groupe FI se lèvent et brandissent le code du travail.*)

**M. le président.** La parole est à M. Sébastien Jumel, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

**M. Sébastien Jumel.** Monsieur le président, monsieur le Premier ministre, mesdames et messieurs les ministres, chers collègues, voici donc le vent de fraîcheur censé dépoussiérer et moderniser nos vieilles institutions. Voici venue, selon votre lapsus, monsieur le Premier ministre, l'année des 2 000 disettes, du sang et des larmes : un Parlement

humilié, une opposition sommée de se mettre au pas face au bulldozer mis en marche, optimisant, au profit de quelques-uns, les institutions d'une V<sup>e</sup> République tombée en désuétude : la verticalité du pouvoir s'annonce maximale.

Votre intervention, monsieur le Premier ministre, s'est contentée de nous préciser le grand dessein présidentiel. Aucune surprise, donc. Et pas plus de rêve. Les classes populaires et les classes moyennes peuvent déjà mesurer que ce projet n'est pas pour elles, mais pour celles qui les surplombent, les toisent et, quelquefois, les méprisent.

Ce projet néolibéral et technocratique, si éloigné du pays réel, n'a pas vocation selon nous à traiter des problèmes quotidiens du peuple : payer ses factures à la fin du mois – ce qui, avec l'augmentation de la CSG, sera de plus en plus difficile pour les retraités –, trouver un médecin, scolariser ses enfants dans une classe de moins de trente élèves, se former près de chez soi, y compris hors des métropoles, se déplacer par le train sans aléas quotidiens, échapper aux licenciements boursiers, vivre de sa production agricole, de sa pêche, de son travail d'artisan ou de commerçant sans être pénalisé par la concurrence déloyale ou le travail déréglé, ne pas être assigné à sa caisse de grande surface le dimanche, ne pas être traitée d'illettrée quand on est ouvrière, être tout simplement respecté, y compris dans ses difficultés de vie. (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR.*)

Monsieur le Premier ministre, chers collègues, on n'est pas rien quand on ne réussit pas, sauf à confondre l'être et l'avoir. Votre projet signe le renoncement à notre modèle de protection sociale. Il signe l'avènement de la précarisation et de l'ubérisation du travail. Plus dure sera la vie, et il faudrait s'y faire. Quant aux élites, il semble qu'elles se frottent les mains. Ce projet renonce au rêve républicain et à sa part centrale, celle de la république sociale. Il estompera peu à peu l'égalité et la fraternité des frontons de nos hôtels de ville.

Jamais, dans notre histoire récente, les ailes de l'exécutif n'avaient fait autant d'ombre au pouvoir législatif. Le Président de la République dispose certes d'une majorité confortable mais celle-ci, qui n'est pas proportionnelle à la légitimité des suffrages obtenus, ne lui confère pas la légitimité suffisante pour appliquer son programme sans discussion.

Dans la situation de crise économique, politique, sociale que nous connaissons, liquider une partie des droits des salariés, sans véritable débat, sans possibilité d'amendements, par ordonnances, est donc une folie. Je doute d'ailleurs, monsieur le Premier ministre, qu'au fond de vous-même cette méthode, que vous subissez plus que vous ne la choisissiez, vous fasse rêver.

Au contraire, dans cette enceinte, nous voulons, nous, donner à voir, à entendre le pays réel, ce qu'il vit, ce qu'il souffre, ce qu'il rêve, ce qu'il espère, une réalité amplifiée, quoique singulière, dans les outre-mer. Lors des assises de l'outre-mer, nous demanderons d'ailleurs pour ces territoires la justice sociale, la reconnaissance des spécificités et le respect des identités.

Monsieur le Premier ministre, vous nous accusez peut-être de dresser un noir portrait de cette réalité sociale que la majorité ne veut pas voir. Et pourtant, elle s'impose. Dans le même temps, il existe une formidable énergie dans notre peuple, qui n'en peut plus d'étouffer sous le joug de la loi du plus fort et de l'argent. Nous nous attacherons à le libérer.

Nous voulons vous parler, pour commencer, de l'industrie, de l'artisanat, et plus largement du monde du travail et de l'emploi. Une récente note de l'INSEE, s'appuyant sur un questionnaire adressé à des dirigeants d'entreprise – voyez,

monsieur le Premier ministre, que nous ne sommes pas sectaires – montre que l'obstacle principal au développement de l'activité et de l'emploi ne réside pas dans le code du travail – il arrive en fin de liste des préoccupations de ces patrons. Dans nos circonscriptions, des témoignages vont dans le même sens : dans l'économie réelle, ce sont l'investissement, la formation, le savoir-faire des salariés, les commandes, dont la commande publique communale constitue un vecteur essentiel, et l'accompagnement des banques qui jouent sur le niveau de l'emploi. Ce ne sont pas la mise en concurrence des entreprises entre elles, l'atomisation des relations sociales, la liquidation du droit du travail ou encore de ce qui fait la sève de la démocratie vivante, la commune.

Monsieur le Premier ministre, je pourrais vous parler du renouveau industriel, notamment à Dieppe, chez Alpine ; du maintien du fleuron industriel verrier en vallée de la Bresle ou encore du nouvel équipementier d'électrolyse, Kem One sur le site de Martigues, dans la circonscription de Pierre Dharréville. Là, les savoir-faire des salariés, la possibilité de contrôler les manœuvres des fonds vautours grâce au droit du travail ou encore la ténacité des salariés ont été les moteurs du développement de l'emploi.

Mais cela, monsieur le Premier ministre, votre majorité semble l'ignorer. Mieux, vous demandez au monde ouvrier d'abandonner le syndicalisme qui protège pour un syndicalisme imaginé dans les salons. Et ce monde devrait renoncer à ce que justice soit rendue, y compris aux victimes de l'amiante, un sujet qui m'est cher.

Nous voulons vous parler de l'agriculture en détresse, qui se débat dans un modèle dérégulé, où le prix de vente du producteur ne couvre même plus les coûts de production. Que promettez-vous à ce monde paysan ? Des traités transatlantiques, comme l'accord économique et commercial global – le CETA –, qui seront aussi destructeurs pour les paysans que pour notre environnement.

Nous voulons vous parler de la pêche artisanale, ignorée des pouvoirs publics, de l'absence totale de planification des usages de l'espace maritime qui la menace.

Nous voulons vous parler des ports français, dont celui du Havre, que vous connaissez bien, monsieur le Premier ministre. Faute d'une stratégie nationale et d'investissements de l'État, ces ports doivent attendre, désarmés, que les places portuaires du Nord de l'Europe, bénéficiant des aménagements de l'axe Seine-Escaut, leur taillent des digues.

Nous voulons vous parler des services publics de proximité, qui, dans les campagnes ou dans les villes, tombent comme à Gravelotte, et pour lesquels l'objectif de diminution de 3 % de la dépense publique nous fait craindre le pire, une désertification qui alimentera le sentiment d'abandon, de relégation, le repli sur soi et la colère.

Nous voulons vous parler de ces jeunes sortis sans qualification du système scolaire et sans emploi.

Nous voulons vous parler de la difficulté qu'il y a à ouvrir des formations liées aux besoins des bassins d'emploi hors des métropoles.

Nous voulons vous parler des fractures territoriales qui se creusent avec, d'un côté, des métropoles attrape-tout et de l'autre, des villes moyennes et des communes rurales en difficulté.

Monsieur le Premier ministre, nous voulons aussi vous parler de l'école, vous alerter sur la colère qui monte devant la multiplication des fermetures de classes dans nos

villes et dans nos campagnes, vous parler de ces classes à trente-deux élèves sur cinq niveaux à la prochaine rentrée scolaire, pour satisfaire en toute hâte la promesse du président Macron de ramener à douze le nombre d'élèves de cours préparatoire dans les zones du réseau d'éducation prioritaire REP +. Votre gestion des nouveaux rythmes scolaires, monsieur le Premier ministre, sans aucune évaluation et où vous vous défaussez de vos responsabilités sur les maires, ébranle toujours un peu plus l'unicité du service public de l'éducation, à laquelle nous tenons. (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR.*)

**Mme Christine Pires Beaune.** Très bien !

**M. Sébastien Jumel.** Nous voulons enfin vous parler de l'hôpital, dont la présence sur le territoire se réduit par pans entiers. Dans le même temps, la population vieillit et les besoins de santé de proximité s'accroissent. Pourtant, les agences régionales de santé, poursuivant dans la tarification à l'activité, continuent de serrer la vis et de fermer des hôpitaux de proximité.

Dans ce contexte, nous voulons vous parler du désarroi de la communauté hospitalière, dont le seul rêve est de continuer d'apporter du soin et d'aider au soin.

Face à cette France réelle, que nous propose le Président de la République, que nous proposez-vous, monsieur le Premier ministre ? Une réduction du rôle de l'État, de l'État protecteur, de l'État stratège, de l'État aménageur, de l'État producteur, déjà singulièrement affaibli par dix ans d'une politique d'allégeance aux injonctions de Bruxelles. À nos yeux, l'engagement providentiel d'organiser une conférence des territoires n'a de sens que s'il se débarrasse de l'état d'austérité et s'il est accompagné dans chacun de nos territoires d'un moratoire préservant nos services publics de proximité.

De ce point de vue, nous sommes profondément inquiets de votre annonce d'assassiner la commune ou le département, au choix. Grâce à une habile conduite de la partie d'attrape-tout, politique permettant de réunir tous ceux qui ont le libéralisme pour point commun, l'état de grâce, y compris sur ces bancs, semble encore d'actualité. Il ne durera pas. Très vite, le brouillard des illusions se dissipera sur le mur de l'argent.

Il y a cinq ans de cela, la finance avait été désignée comme l'ennemi. Aujourd'hui, avec l'augmentation de la CSG, l'allègement de l'ISF et la baisse de l'impôt sur les sociétés, vous avez décidé de la câliner. Avec les mesures d'austérité annoncées pour les plus vulnérables, vous avez tenté de donner des signes aux plus riches. Il ne s'agit pas pour nous de pleurnicher mais de montrer ce que vous ne voulez pas voir.

Et vous, chers collègues, qui parfois faites ici vos premiers pas en politique, vous aurez rapidement cette réalité aux trousses. Bientôt, vous comprendrez que le libéralisme ne résout rien. Il existe des contradictions dans la société qui imposent que l'on prenne parti. Le nôtre est sans ambiguïté : le parti pris des gens contre le parti pris de l'argent. Le nôtre est sans ambiguïté : l'engagement absolu contre l'évasion fiscale, qui coûte 80 milliards d'euros par an à la France.

Monsieur le Premier ministre, vous voulez libérer les entreprises. Nous, nous voulons libérer les hommes et le travail de l'emprise de la finance. Voilà pourquoi les députés communistes ne voteront pas la confiance au Gouvernement. Quant aux députés d'outre-mer, conformément à l'état d'esprit qui nous anime dans notre groupe, ils conserveront leur pleine liberté de vote. (*Les députés du groupe GDR se lèvent et applaudissent.*)

**M. le président.** La parole est à M. Jacques Bompard, dernier orateur inscrit.

**M. Jacques Bompard.** Monsieur le président, monsieur le Premier ministre, à mesure que s'accroît mon expérience politique, je ne cesse d'être conforté dans l'idée que le bon pouvoir est celui qui se conforme au réel. C'est une exigence plus complexe qu'il n'y paraît quand le siècle des idéologies, du prêt-à-penser et des intérêts partisans nous éloignent totalement du bien commun. Le réel aujourd'hui, c'est la crise de l'ensemble des organes constitutifs de notre société. L'homme est attaqué dans sa définition, la famille dans son intégrité, la société dans son unité, la nation dans son homogénéité et sa justice.

Parfois, monsieur le Premier ministre, vous approchiez de ces constats dans votre discours. Cependant, vous ne les affrontez jamais dans leur essence ou leurs racines.

L'homme d'abord, donc l'anthropologie, est en crise. Le respect intégral de sa dignité n'est pas assuré : dignité symbolique, mise à mal avec la marchandisation des corps et des naissances ; dignité identitaire avec les victimes du grand démenagement du monde maquillé en jours heureux des migrations massives ; dignité économique avec le refus du rétablissement du droit au travail pour tous et donc de la fin de la société du chômage ; dignité dans la douleur, enfin, quand on sait que les promesses d'un grand plan d'investissement pour les soins palliatifs ne seront pas tenues.

Cette aporie dans la définition de l'homme dans ses devoirs et dans ses droits ne peut que renforcer les aléas pour les familles. Avec la loi Taubira et la modulation des allocations familiales, le gouvernement Hollande leur avait déjà fait un grand tort. Avec l'augmentation de la CSG et l'ouverture de la procréation médicalement assistée – PMA – aux couples de même sexe, vous aggraverez la situation. Les familles françaises réclament plus de libertés : liberté éducative, d'abord, et je salue les premières initiatives de M. Blanquer ; liberté économique, ensuite, notamment en instaurant une sécurité fiscale et une liberté testamentaire, qui effraient tellement la gauche ; liberté financière, enfin, en préférant la fin réelle des 35 heures aux sempiternelles négociations avec des partenaires sociaux, qui représentent souvent davantage la technocratie que la France au travail.

Enfin, les familles de France réclament que l'État les laisse tranquilles, souveraines en leur foyer, loin des desiderata des lobbies, des instances supranationales et des expériences pseudo-scientifiques.

Ce désir de tranquillité est lié à un besoin de sécurité. Sécurité dans nos rues, en combattant l'explosion des viols, des violences aux personnes et de l'ensauvagement des rapports sociaux. Sécurité en rétablissant l'autorité de la loi par l'application des peines, l'incarcération des condamnés et le retour à l'ordre. Nous devons cette prise de conscience aux familles de France avant qu'elles ne se désintéressent complètement des décisions de l'État.

Le réel, c'est que la société française est davantage emplie de « ceux qui ne sont rien » que de copies d'entrepreneurs américains. Une France périphérique est confrontée à l'exode pour fuir des métropoles invivables ou inabordable, qui subissent l'abandon le plus complet. Déserts médicaux, mille-feuilles territoriaux, excès de normes, persécutions des agriculteurs : tous ces Français sont de véritables victimes d'un apartheid de fait.

Notre société est en crise parce qu'elle est interdite de réaction. À cet égard, le grand remplacement à l'œuvre dans notre pays est l'enjeu politique le plus crucial.

Pourtant, rien dans votre déclaration n'augure d'une prise de conscience à ce sujet. Pire, les dehors humanistes du mouvement En marche laissent planer le doute d'une connivence avec les intérêts de l'immigration massive : réduction de la France à une société multiculturelle, soutien d'État aux clandestins qui forment la majeure partie des flots de migrants, renonciation de la France devant l'arasement des civilisations – puisque pour votre demi-dieu, la culture française n'existerait pas !

J'ai alerté à plusieurs reprises déjà vos ministres sur les drames en cours : chaos dans les zones d'accueil de migrants, insécurité aux abords des lieux de placement, expansion des partis extrémistes comme l'AKP de M. Erdogan sur notre territoire. C'est toute la nation qui est mise en danger par ces trahisons. Et toute la nation craint que, à Hermès et Jupiter, nous n'ayons préféré Éole, le dieu du vent.

La France est en danger dans un monde multipolaire et l'on annonce un ministère de la défense dont la première qualité serait d'obéir sagement à Bercy. La France est en danger face au terrorisme islamiste, et aucun ne demande l'exclusion de notre société des Frères musulmans, des salafistes et de l'argent du Golfe.

La France est en danger à cause du blocage du marché du travail, et l'on feint encore de croire que les accords d'entreprise suffiront à panser les plaies de la gestion socialiste du pays, dont la Cour des comptes, face aux rêves, a encore souligné les errements.

Alors que la France n'a plus confiance en ses élites, vous soutenez le non-cumul des mandats et la proportionnelle, ce qui empirera la dépersonnalisation des mandats et le régime des partis. La France n'a pas besoin de rêves. La France, monsieur le Premier ministre, ne veut pas être Apple, une entreprise qui fait de la communication sur l'esclavage de ses plus pauvres et des immigrés de tous les pays. Elle veut être elle-même, la nation de l'unité et de la justice ! Cela, vous refusez de le constater.

**M. le président.** La parole est à M. le Premier ministre

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** Je veux remercier les orateurs qui se sont exprimés et l'ensemble des parlementaires qu'ils représentaient ou dont ils portaient la parole à cette occasion.

Organisé après une déclaration de politique générale, ce débat – c'est tout le sens de l'exercice – est à la fois politique et général, très politique – on ne l'est jamais trop ! –, très général – il peut arriver qu'on le soit trop ! (*Sourires.*)

De toute évidence, il ne peut y avoir d'exhaustivité dans la déclaration de politique générale, non plus que dans les interventions qui y font suite, ni bien sûr non plus dans les réponses que je m'efforcerai de vous apporter. Cela peut être frustrant. Mais il y aura des débats précis sur des projets de loi et des propositions de loi dans cette assemblée, et il y aura des débats hors de ces murs. En effet, l'un des éléments de méthode sur lequel nous voulons nous appuyer pour produire les normes et définir les règles qui doivent nous permettre d'avancer est justement d'associer des phases de discussion à l'extérieur de cette assemblée à des phases de délibération à l'intérieur de cette assemblée. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM.*)

Ainsi, les assises de l'outre-mer, la conférence nationale des territoires, les états généraux de l'alimentation et de l'agriculture, les états généraux des comptes de la nation seront des moments où les acteurs – représentants syndicaux, responsables d'association, associations d'élus – évoqueront avec le

Gouvernement, mais aussi entre eux, quelles semblent être les meilleures solutions et comment nous pouvons prendre des décisions intelligentes. Je pense qu'il s'agit là d'une bonne méthode. Elle n'est pas d'une originalité considérable, mais elle a fait ses preuves!

Ensuite, mesdames et messieurs les députés, vous délibérez au sein de cette assemblée. Chacun aura alors du temps – fixé par le règlement de l'Assemblée nationale – pour échanger, et c'est très bien ainsi.

En guise de réponse, sans doute incomplète, je formulerai quelques remarques. La première concerne le choix de recourir à des ordonnances pour transformer le code du travail. Certains ont exprimé leur opposition. Si l'on peut facilement comprendre la position de certains, d'autres réactions peuvent surprendre. Que MM. Mélenchon et Jumel soient opposés aux ordonnances n'est en rien anormal : depuis 1958, cet instrument leur a toujours paru comme bridant la capacité du Parlement à discuter de la norme générale qu'est la loi.

**M. Sébastien Jumel.** À vous aussi !

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** Au fond, même si nous sommes en désaccord, je rends hommage à votre cohérence.

Venant d'autres, cela est plus surprenant. Car, si je me souviens bien, les ordonnances ont toujours été assumées par la famille gaulliste...

**M. Claude Goasguen.** Et par les socialistes !

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** ...comme un instrument utile de préparation de la norme, permettant d'accélérer la production de normes précises et utiles au pays. Le général de Gaulle, lui-même, dans des circonstances déjà anciennes mais dont chacun se souvient, y a eu recours.

**M. Laurent Furst.** Le monde change !

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** Dans les propositions formulées par certains des candidats issus d'une famille politique – dont, monsieur Jacob, vous avez eu raison de souligner qu'elle était la mienne – figuraient des recours aux ordonnances. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM.*)

On a parfaitement le droit de ne pas être d'accord avec cet instrument, mais je vous fais observer que ces ordonnances n'arrivent pas en fin de course, sans que personne n'en ait été prévenu. Elles ont été évoquées, et discutées dans leur principe, avant l'élection présidentielle par le candidat ; elles ont été évoquées, et discutées, après l'élection présidentielle et avant les élections législatives.

De ces discussions est née une majorité claire. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM.*) Oh ! je ne dis pas que l'ensemble de la majorité résulte du choix de recourir à des ordonnances... Mais enfin, si chacun ici croit aux engagements et au fait qu'il faille tenir ceux qui ont été pris avant et après l'élection, alors nul ne peut contester le recours à cet instrument, du moins en être surpris. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM.*)

**M. Christian Jacob.** L'explication est laborieuse !

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** La méthode que nous utiliserons pour avancer avec ces ordonnances n'exclut pas la discussion. Je le répète, outre les débats qui se tiendront dans cet hémicycle sur le projet de loi d'habilitation, il y a eu, il y a encore, et il y aura jusqu'au bout une discussion avec les organisations syndicales et patronales sur le contenu de ces ordonnances.

**M. Christian Jacob.** Ce serait bien qu'elle ait lieu avec nous !

**M. Olivier Faure.** Et avec nous ! (« Chut ! » sur plusieurs bancs du groupe REM.)

**M. Christian Jacob.** Il n'y a pas de « chut » ! On peut s'exprimer ! (*Protestations sur plusieurs bancs du groupe REM.*)

**M. le président.** Seul M. le Premier ministre a la parole.

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** M. Jacob fait comme s'il ne connaissait pas le principe des lois d'habilitation. Il y aura discussion, monsieur Jacob ! Vous verrez, tout se passera très bien... (*Rires et applaudissements sur les bancs du groupe REM.*)

**M. Christian Jacob.** Je n'en suis pas persuadé, monsieur le Premier ministre !

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** Un mot enfin pour évoquer la situation financière et budgétaire de notre pays. Elle est au cœur d'un certain nombre d'échanges, et elle sera bien sûr au cœur d'un certain nombre de mesures. On peut la regarder depuis tous les bancs, la considérer avec toutes les histoires qui sont les nôtres : elle est mauvaise.

Sans doute peut-on discuter des causes. Sans doute peut-on discuter de la raison pour laquelle, depuis 1974, aucun gouvernement, aucun Parlement n'a adopté un budget à l'équilibre.

Convenons, mesdames et messieurs, que depuis dix, vingt, quarante ans...

**M. Laurent Furst.** Pas ça, pas vous !

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** ...la situation budgétaire de notre pays ne s'est guère améliorée. On peut s'épuiser dans une discussion – sans doute excellente – sur les causes. Mais enfin, il me semble que l'essentiel est de régler ce sujet !

Il ne s'agit pas seulement de satisfaire je ne sais quel mythe européen – tantôt Méduse, tantôt Minotaure – mais d'œuvrer pour nous et pour ceux qui viendront après, pour vos enfants, pour les miens. Les actifs français, quelle que soit l'activité qu'ils exercent, portent chacun 70 000 euros de dette publique ! (*Exclamations sur les bancs du groupe FI.*)

Cette dette aurait pu être souscrite pour financer des investissements qui auraient produit des effets pendant très longtemps. Si tel avait été le cas, nous en parlerions en termes différents. Mais une très large partie de cette dette sert à financer des déficits courants, des déficits de fonctionnement, des dépenses que nous ne voulons pas baisser alors qu'il nous reviendrait de le faire. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM, MODEM et LC.*)

**M. Jean-Luc Mélenchon.** Eh bien, lançons une commission d'enquête sur ce sujet !

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** Le choix du Gouvernement est clair, mesdames et messieurs les députés : nous ne réglerons pas la question des déficits récurrents et de l'augmentation de la dette en augmentant les impôts ; nous le ferons en baissant les dépenses.

**M. Christian Jacob.** On verra !

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** En effet !

Je sais que ces discussions seront, comme toujours, ardues et compliquées. Pour réussir, l'enthousiasme d'un moment qui serait difficile mais vite passé ne suffira pas ; il faudra, pendant quelques années, une direction tenue. Ce sera un effort d'exécution dans le temps, un effort de cohérence.

C'est cela que je vous propose. L'exercice est difficile, mais je suis certain que nous parviendrons ensemble à une solution. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM.*)

Je voudrais conclure en saluant deux Français qui nous ont offert, aujourd'hui même et dans des domaines très différents, une image de la France courageuse et conquérante: M. Samuel Forey, soixante-dix-neuvième lauréat du prix Albert-Londres (*Applaudissements sur de nombreux bancs.*) et M. Arnaud Démare, vainqueur de la quatrième étape du Tour de France! (*Mêmes mouvements.*)

Je vous remercie. (*Les députés des groupes REM, MODEM et LC se lèvent et applaudissent longuement.*)

**M. le président.** Le débat est clos.

VOTE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 49,  
ALINÉA 1<sup>er</sup>, DE LA CONSTITUTION

**M. le président.** Le Premier ministre ayant engagé la responsabilité du Gouvernement, je vais mettre aux voix l'approbation de sa déclaration de politique générale.

Le vote se déroulera dans les salles voisines de la salle des séances.

Des bulletins de vote ont été placés dans vos pupitres.

Le scrutin est annoncé dans l'enceinte de l'Assemblée nationale. Il est ouvert pour une durée de trente minutes. Il sera donc clos à dix-huit heures quarante-cinq.

**Suspension et reprise de la séance**

**M. le président.** La séance est suspendue.

(*La séance, suspendue à dix-huit heures quinze, est reprise à dix-huit heures cinquante.*)

**M. le président.** La séance est reprise.

Voici le résultat du scrutin sur la déclaration de politique générale du Gouvernement :

|   |     |
|---|-----|
| Nombre de votants                       | 566 |
| Nombre de suffrages exprimés            | 437 |
| Majorité absolue des suffrages exprimés | 219 |
| Pour l'approbation                      | 370 |
| Contre                                  | 67  |

L'Assemblée nationale a approuvé la déclaration de politique générale du Gouvernement. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM.*)

La parole est à M. le Premier ministre.

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** Je veux rapidement remercier l'ensemble de ceux qui ont voté cette confiance : les présidents des deux groupes de la majorité, bien sûr, l'ensemble des députés et ceux qui, au-delà de ces deux groupes, ont fait le choix de faire confiance. Je ne prends en aucune façon cette confiance pour un blanc-seing, mais je remercie l'ensemble des députés qui l'ont votée, et bien évidemment je respecte ceux qui ne l'ont pas fait. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM.*)

3

**ORDRE DU JOUR DE LA PROCHAINE SÉANCE**

**M. le président.** Prochaine séance, demain, mercredi 5 juillet 2017, à quinze heures :

Questions au Gouvernement.

La séance est levée.

(*La séance est levée à dix-huit heures cinquante-cinq.*)

*La Directrice du service du compte rendu de la séance de l'Assemblée nationale*

CATHERINE JOLY